

S&P/TSX
13 237,66
+98,02 (+0,75%)

TSX CROISSANCE
3154,54
+31,02 (+0,99%)

QUÉBEC 30
1319,93
+3,94 (+0,30%)

DOW JONES
12 481,01
+19,87 (+0,16%)

DOLLAR
86,15 ¢US
-0,19 ¢

PLUS-VALUE
La Bourse de Montréal... en Bourse
Une rentrée boursière très attendue par les investisseurs
PAGES 6 ET 7

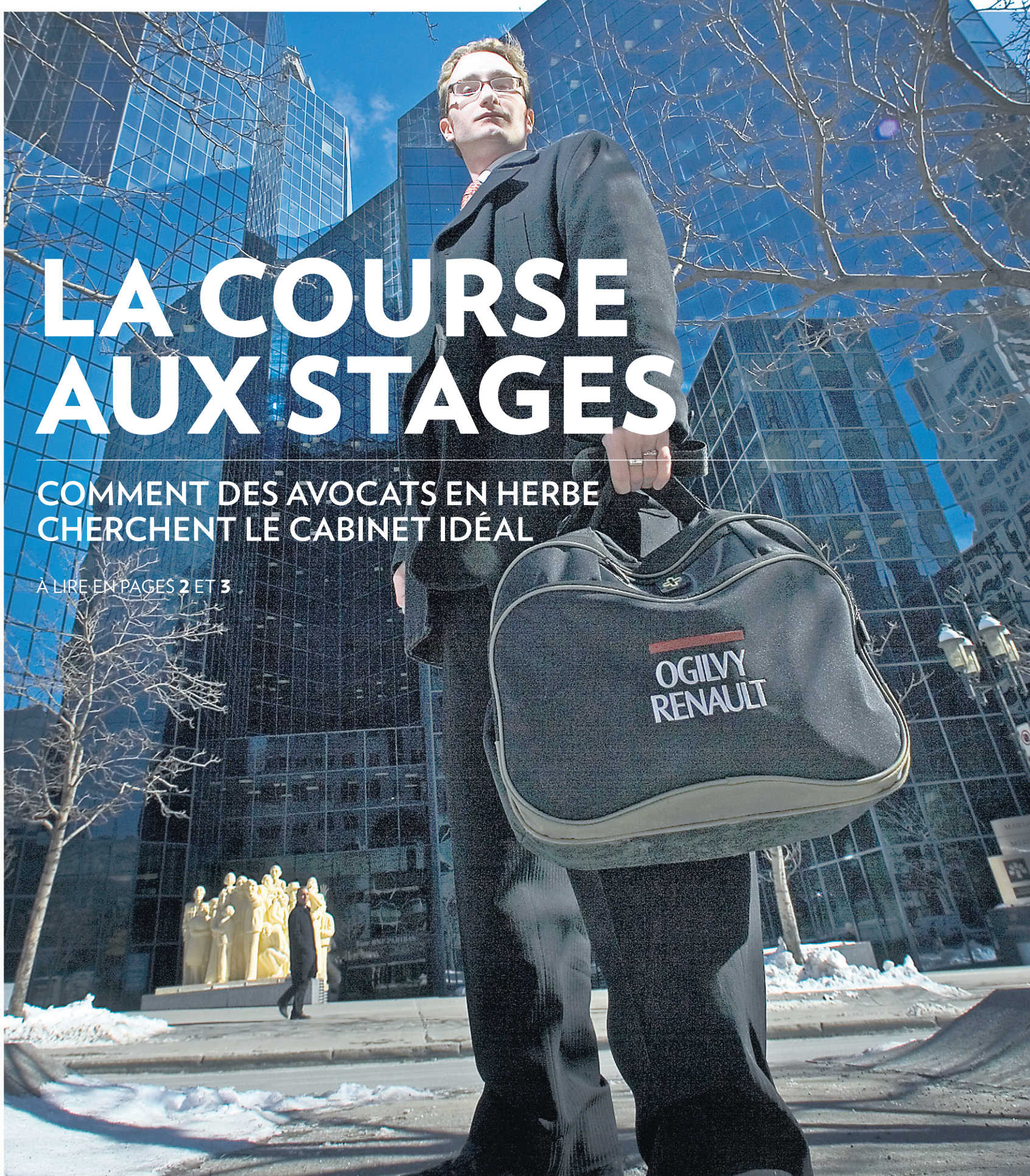
Le rêve de Flaherty
Le ministre des Finances aura du mal à implanter une commission pan-canadienne des valeurs mobilières
PAGE 9

Ultimatum à Bell
L'armée américaine ordonne à Bell Helicopter de remettre de l'ordre dans son contrat pour 368 hélicoptères
PAGE 10

DaimlerChrysler grimpe
Le titre du constructeur allemand a bondi de 6,1% hier en raison des rumeurs d'une vente imminente de la société

CHIFFRE DU JOUR
117 060 024 600 \$
Il s'agit de la valeur foncière des immeubles résidentiels à Montréal, soit 63,7% de la valeur de toutes les propriétés de l'île.
Source: Institut de la statistique du Québec

ENTREPRISE RECHERCHÉE ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
AcquiZition.biz



Alexandre Bourbonnais, stagiaire au cabinet Ogilvy-Renault.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

LA COURSE AUX STAGES

COMMENT DES AVOCATS EN HERBE CHERCHENT LE CABINET IDÉAL

À LIRE EN PAGES 2 ET 3

Le magot fédéral



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le budget déposé lundi par le ministre Jim Flaherty a confirmé ce que tout le monde savait : Ottawa nage dans l'argent. Or, trois jours après le dépôt du budget, le ministère des Finances a publié

sa revue financière mensuelle, couvrant le mois de janvier 2007. Nous avons ainsi les chiffres pour les 10 premiers mois de l'exercice (qui prend fin le 31 mars).

Et les chiffres nous disent ceci : les coffres d'Ottawa sont encore plus garnis que l'on pensait. Pour l'exercice 2006-2007, M. Flaherty prévoyait, il y a un an, un surplus de trois milliards. En bout de piste, le surplus a des chances de friser, ou même de dépasser les 10 milliards.

Contrairement au budget, qui comporte un important volet politique, la *Revue financière* est un document technique qui permet de suivre l'évolution des finances

fédérales en cours d'exercice. La revue se contente de rapporter les chiffres tels quels et de fournir les explications techniques au besoin (1).

Ainsi, en 10 mois, le gouvernement fédéral a enregistré un surplus de 9,5 milliards, 500 millions de plus que pour la même période l'an dernier.

Comment expliquer un tel écart entre ces résultats et les prévisions du ministre ?

L'impôt sur le revenu des particuliers est, de loin, la principale vache à lait du gouvernement. Cette source de revenus, à elle seule, compte pour la moitié de l'ensemble des recettes budgétaires.

Or, le ministre n'a pas besoin d'augmenter les impôts pour gonfler ses recettes. Il n'a qu'à surfer sur la croissance économique. Plus les gens travaillent, plus les salaires grimpent, plus le gouvernement passe à la caisse. C'est de cette façon que l'impôt des particuliers, toujours en 10 mois, rapporte cette année 6,6 milliards de plus que l'an dernier.

De la même façon, plus les entreprises font des profits, plus cela gonfle les recettes fiscales. C'est ainsi que l'impôt des sociétés fournit 2,8 milliards de plus que l'an dernier.

► Voir MAGOT en page 4

EXPOSANTS - CONFÉRENCES - ATELIER

Salon Carrières et Emplois

LA PRESSE

Palais des congrès de Montréal

Vendredi **23 mars 2007** de 12h à 19h
Samedi **24 mars 2007** de 10h à 17h
Entrée gratuite!

Commanditaire : **Banque Scotia**

Partenaires : Adecco, monemploi.com, CIOB

www.ecarrieres.com

Apportez plusieurs copies de votre CV et... votre cellulaire pour découvrir CellJob !

Emplois dans les secteurs : Santé, services sociaux, sciences de la vie, Vente et service à la clientèle, Administration et gestion, Industrie et production, Tous azimuts

LA COURSE AUX STAGES

À LA RECHERCHE

LUNDI MATIN, DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS EN DROIT ATTENDRONT AVEC FÉBRILITÉ QU'UN DES GRANDS CABINETS DE MONTRÉAL LES INVITENT À FAIRE UN STAGE PARMIS EUX. CE MOMENT, IMPORTANT POUR LA SUITE DE LEUR CARRIÈRE, L'EST TOUT AUTANT POUR CEUX QUI LES RECRUTENT. ILS VEULENT DÉNICHER LA PERLE RARE, CELLE QUI POURRA ASSURER LA RELÈVE ET DEVENIR UN ASSOCIÉ.



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Champagne à volonté. Virées en limousine. Offres d'emploi mirobolantes à des étudiants qui n'ont pas encore achevé une année d'université.

Les grands cabinets d'avocats du Québec ne reculaient devant rien pour dénicher les recrues les plus prometteuses. Jusqu'à ce qu'ils mettent fin

à la récréation en signant une entente sur le recrutement, au début des années 90. Ainsi est née la course aux stages, plus sobre mais plus intense – tous

responsable du recrutement chez Stikeman Elliott à Montréal. Depuis le 5 mars dernier, des centaines d'étudiants de deuxième et troisième années ten-

pour choisir le cabinet où ils commenceront leur carrière.

« Avant la course aux stages, c'était la règle du premier arrivé, premier servi, dit M^e Christian

Au sprint final, les grands cabinets montréalais se disputent les mêmes candidats. À Montréal, ils sont environ une cinquantaine à faire l'envie d'une dizaine d'employeurs de premier plan.

les cabinets recrutent en même temps.

« L'étudiant peut prendre le temps de réfléchir et se faire une meilleure idée des cabinets », dit M^e Michèle Denis,

tent de décrocher un stage dans l'un des grands cabinets d'avocats du Québec. Ces derniers rendront leur verdict simultanément lundi prochain, à 8 h précises. Les étudiants auront ensuite trois jours

Leblanc, responsable du recrutement chez Fasken Martineau à Montréal. Certains cabinets recrutaient dès la première année d'études. Les étudiants qui, comme moi, n'avaient pas

d'avocat dans leur famille acceptaient des offres sans savoir dans quel cabinet ils se sentiraient le plus à l'aise. La campagne de séduction devenait malsaine. Les étudiants étaient traités comme des stars durant le processus de recrutement. Mais ils étaient vite ramenés sur terre quand ils commençaient à travailler. »

Malgré la trêve, le champagne coule encore à flots durant la course aux stages. Et les limousines n'ont pas complètement disparu. « Nous n'allons pas chercher de candidats en limousine, mais ça se fait encore, dit M^e Stephen Kelly, responsable du recrutement chez Ogilvy Renault à Montréal. D'autres cabinets récompensent aussi les étudiants qui acceptent leur offre avec du champagne, des chocolats ou d'autres idées encore plus originales. »

« Il ne faut pas se leurrer : plusieurs cabinets en font encore beaucoup, confirme M^e Michèle Denis, de Stikeman Elliott. Mais



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Stephen Kelly, directeur du recrutement au cabinet Ogilvy Renault, analyse les candidatures de stagiaires avec les membres de son équipe.

Dans les coulisses de la course...

La Presse a suivi deux étudiants montréalais durant leur course aux stages. Plein d'espoirs, ils ont chacun envoyé leur curriculum vitae à une quinzaine de cabinets d'avocats. Bilan d'un processus de recherche d'emploi – et d'une expérience de vie – hors de l'ordinaire.

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Leur course a commencé le 5 mars dernier, première journée des entrevues. En fait, non. Elle a commencé à leur arrivée à la faculté de droit, il y a déjà un an et demi. Mathieu (nom fictif) s'y est inscrit après avoir remarqué que plusieurs politiciens sont avocats. Pascale (nom fictif), parce qu'elle a toujours aimé argumenter. « Et avoir raison ! » précise-t-elle.

Dès leurs premiers pas sur le campus, ils ont découvert les grands cabinets d'avocats de Montréal, qui organisent des 5 à 7 et des soirées mondaines. « En première année, tu y vas pour parler avec tes amis et boire du vin, dit Mathieu. En deuxième année, tu parles aux avocats et tu essaies de voir dans quel cabinet tu te sentiras le mieux. »

Ils ont passé leur semaine de relâche à déambuler d'un cabinet à l'autre au centre-ville. L'un en complet, l'autre en tailleur. Certains jours, ils ont dû refaire leur numéro quatre fois. « C'était comme le jour de la marmotte, dit Mathieu. Mais tu t'améliores d'entrevue en entrevue et tu apprends à te connaître. »

Ils ont beau se préparer minutieusement, étudier le profil de chaque cabinet, tenter de deviner

qui les interviewera, ils ne peuvent pas tout prévoir. « J'ai souvent été déstabilisée par les questions en anglais », avoue Pascale.

De toute façon, les pièges sont nombreux en entrevue. Un exemple : il est 17 h le vendredi, vous avez organisé un week-end de ski entre amis et un avocat vous donne cinq dossiers à terminer pour lundi. Que faire ? « J'ai répondu que j'avais une vie, que j'avais invité des amis

et que je n'étais pas disponible, dit Mathieu. Je ne crois pas qu'il y ait de bonne ou de mauvaise réponse. On nous met dans des situations impossibles pour voir si nous sommes capables de justifier nos décisions. »

Mathieu a le vent dans les voiles à l'approche des cocktails, dernière étape du processus de sélection. « Mais je vais y aller mollo sur l'alcool, dit-il. C'est open bar, mais les cabi-

nets veulent voir comment nous nous comportons avec des clients. »

Pascale, elle, a le moral dans les talons : malgré ses notes d'enfer, elle n'a obtenu que deux deuxième entrevues. « J'ai pourtant entrepris la course avec confiance. Et moi qui me voyais casée pour les trois prochaines années », soupire-t-elle.

La décision sera rendue lundi. Et elle est sans appel.

Les grands cabinets d'avocats à Montréal

CABINET	FONDATION	NOMBRE D'AVOCATS	AVOCATS VEGETES	NOMBRE DE STAGIAIRES	TAUX DE RETENTION DES STAGIAIRES	SALAIRE D'UN AVOCAT DE PREMIERE ANNEE
				(par année)	(par année)	
McCarthy Tétrauld	1855	170	Daniel Johnson, Bernard Lord	10-20	85%	80 000
Davies Ward Phillips & Vineberg	1895	80	Lucien Bouchard	14	85%	85 000
Fasken Martineau	1907	172	Francis Fox	10-12	95%	75 000
Heenan Blaikie	1973	153	Jean Chrétien,	8-12	90%	76 000
			Pierre-Marc Johnson, Marcel Aubut			
Ogilvy Renault	1879	174	Brian Mulroney, Bernard Roy	12-18	80%	80 000
Stikeman Elliott	1952	152	Richard Pound	15	100%	86 000
Notes	En plus du salaire de base, Davies Ward Phillips & Vineberg, McCarthy Tétrauld et Ogilvy Renault offrent un boni à leurs avocats de première année. McCarthy Tétrauld, Davies Ward Phillips & Vineberg et Fasken Martineau n'ont pas confirmé les salaires de FindLawCareer.com.					

DE PERLES RARES

la dynamique a changé. Au lieu d'impressionner les étudiants, les cabinets tentent de faire valoir ce qui les distingue. Il y a beaucoup de conférences, de visites et de cocktails, qui servent à l'étudiant à se faire une meilleure idée. Car ce n'est pas facile pour un étudiant de deuxième année de connaître en détails le milieu juridique. »

La surenchère s'explique facilement : au sprint final, les grands cabinets montréalais se disputent les mêmes candidats. À Montréal, ils sont environ une cinquantaine à faire l'envie d'une dizaine d'employeurs de premier plan. « Au début de la course, les candidats veulent obtenir un stage, dit M^e Christian Leblanc, de Fasken Martineau. À la fin, les cabinets se battent pour les mêmes candidats. »

Les grands cabinets utilisent sensiblement la même recette pour dénicher la perle rare. Une première entrevue. Si le résultat est satisfaisant, une deuxième entrevue, souvent plus corsée que la précédente. Suit ensuite un cocktail ou un repas avec des associés du cabinet.

Puis, les cabinets délibèrent, à la recherche de leurs futurs associés. « Nous cherchons des gens qui ont réussi à l'université mais qui ont aussi des passions dans la vie » dit M^e Nanci Ship, responsable du

recrutement chez Davies Ward Phillips & Vineberg à Montréal. « Nous voulons un candidat qui a des bonnes notes et des expériences de vie intéressantes, mais aussi un candidat qui va bien s'intégrer chez nous, dit M^e Stephen Kelly, de Ogilvy Renault. Car nous sommes dans une industrie de services. Nous vendons des services juridiques. »

Les derniers choix sont souvent déchirants. Chaque année, les grands cabinets accueillent entre 8 et 15 stagiaires, qui recevront environ 30 000 \$ pour six mois de stage, sans compter la possibilité d'un travail rémunéré à temps plein durant les vacances estivales et à temps partiel durant le reste de leurs études. « Nous mettons beaucoup d'efforts pour les sélectionner car il s'agit de notre relève », dit M^e Léna Taylor, responsable du recrutement chez McCarthy Tétrault à Montréal.

Les grands cabinets d'avocats voient leurs stagiaires comme un investissement. Un investissement qu'ils espèrent faire fructifier deux ans et demi plus tard, après leur admission au Barreau du Québec. Mais le

salaire de départ de 80 000 \$ par année (à Montréal) ne convainc pas tous les stagiaires de poursuivre l'aventure.

« Le taux de rétention ne dépend pas uniquement des cabinets, dit M^e Claudette Bellemare, responsable du recrutement chez Heenan Blaikie à Montréal. Certains stagiaires vont en politique, d'autres dans le milieu des

affaires ou dans des ONG en Europe. Les étudiants québécois parlent souvent trois langues et ont parfois un diplôme de *common law* ou un MBA. Ce sont des perles rares dans un marché qui s'internationalise. »



Une entrevue pas comme les autres

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Ils sont six. Ils ont un bandeau sur les yeux. À go, ils doivent former un triangle. Puis, un losange. Et enfin, un rectangle. Non, il ne s'agit pas d'un jeu à la garderie. Il s'agit plutôt d'une entrevue dans un cabinet d'avocats.

Langlois Kronström Desjardins, cabinet situé à Lévis et

« Nous voulions connaître les candidats autrement que dans le cadre d'une entrevue formelle, où leurs réponses sont souvent des réflexes pratiqués. »

Nous voulions savoir comment les gens réagissaient dans des situations pour lesquelles ils n'étaient pas préparés. C'était beaucoup plus révélateur. À l'époque, nous étions un cabinet de taille moyenne et nous recherchions des personnes qui pouvaient travailler en équipe. »

L'entrevue commençait par l'épreuve des formes géométriques en équipe. Les étudiants devaient ensuite se prêter à six mises en situation : une cliente qui vient de perdre son mari, un client qui veut produire de fausses factures, etc.

Depuis 2000, Langlois Kronström Desjardins a abandonné ses jeux de rôle pour des entrevues plus traditionnelles. « L'exercice demandait la collaboration d'une vingtaine d'avocats et nous n'étions qu'une quarantaine à l'époque, dit M^e Toffoli. Il y avait aussi un peu de rivalité entre les cabinets d'avocats et il commençait à se dire des choses bizarres sur notre processus de recrutement. J'en ai entendu des vertes et des pas mûres! Une formule peut s'épuiser après quelques années, d'autant plus que nous recevions moins de curriculum vitae à la fin. »

à Québec, a utilisé ce concept d'entrevue plutôt singulier pendant cinq ans à la fin des années 90. « Nous voulions connaître les candidats autrement que dans le cadre d'une entrevue formelle, où leurs réponses sont souvent des réflexes pratiqués, dit M^e Rico Toffoli, avocat chez Langlois Kronström Desjardins.

Jeunes avocats d'ici et d'ailleurs		
SALAIRE D'UN AVOCAT DE PREMIÈRE ANNÉE		
VILLE	\$US	\$CAN
Londres	170 000	197 863
New York	160 000	186 224
Los Angeles	145 000	168 766
Boston	145 000	168 766
Toronto	81 624	95 000
Vancouver	68 736	80 000
Montréal	68 736	80 000
Québec	42 960	50 000

Notes : Salaire annuel dans un grand cabinet. Taux de change au 20 mars 2007.

Sources : FindLawCareers.com

LA COURSE AUX STAGES EN BREF

>La course aux stages est réservée aux étudiants de deuxième et troisième années en droit de six universités (Sherbrooke, Laval, Montréal, UQAM, McGill, Ottawa).

>Aucune offre de stage ne peut être faite aux étudiants de première année en droit.

>Les entrevues commencent le lundi 5 mars 2007

>Aucune offre de stage ne peut être faite avant le lundi 26 mars 2007, 8h.

>Les étudiants ont un délai de trois jours pour accepter une offre de stage.

>Le stage de six mois est obligatoire pour devenir membre du Barreau du Québec.

>Les stagiaires des grands cabinets d'avocats à Montréal peuvent travailler à temps plein durant l'été et à temps partiel durant le reste de leurs études.

>Salaire annuel maximal d'un stagiaire à Montréal : 60 000 \$ (stage de six mois)

>Salaire annuel maximal d'un avocat de première année à Montréal : 80 000 \$

Des offres de l'Oncle Sam

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Quand vient le temps de dénicher des jeunes avocats talentueux, au diable le patriotisme américain!

Depuis 10 ans, les grands cabinets d'avocats de New York et Boston font de l'œil aux meilleurs étudiants en droit de l'Université McGill. L'automne dernier, une trentaine d'entre eux se sont laissés séduire. Dont David Sandomierski, un Torontois venu faire son droit à McGill.

« Je n'ai jamais eu l'intention d'aller travailler aux États-Unis, dit-il. Je ne savais même pas si je voulais pratiquer le droit après mon bac. J'ai surtout accepté l'offre de New York par curiosité. Ce sera une belle occasion de découvrir une autre culture juridique, une autre ville et un autre pays. Nous dénigrons souvent les Américains, mais nous ne les connaissons pas. »

Après son stage dans la Grosse Pomme, David Sandomierski retournera à McGill pour sa dernière année d'études. Il fera ensuite un stage d'un an à la Cour suprême du Canada. Mais il ne se fait pas d'illusions : ses employeurs new-yorkais

tenteront de le faire changer d'idée cet été. « Leur objectif est simple : que les étudiants acceptent un emploi à la fin de l'été, dit-il. On nous donne des dossiers intéressants, on n'exige pas autant d'heures de travail que les jeunes avocats et on nous amène souvent au restaurant. »

De plus en plus d'étudiants de McGill succombent au charme des grands cabinets new-yorkais et bostoniens, qui leur offrent un salaire annuel initial de 145 000 \$US. À Montréal, un stagiaire gagne un salaire annuel de 55 000 \$CAN, haussé à 80 000 \$CAN à son admission au Barreau.

« Le marché juridique à New York a connu une croissance plus forte que prévu au cours des dernières années. Comme il n'y a plus assez d'avocats qui sortent des facultés de droit aux États-Unis, les grands cabinets viennent recruter au Canada », dit Ali Martin-Mayer, directrice du centre de développement professionnel de la faculté de droit de l'Université McGill.

Comme McGill enseigne à la fois le droit civil (en vigueur au Québec, en Amérique du Sud et en Europe) et la *common*

law (en vigueur au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les anciennes colonies britanniques), ses étudiants ont la cote à New York et à Boston. « Nous sommes réputés comme l'Université Harvard du Nord, dit M^{me} Martin-Mayer. Notre formation rend nos étudiants mieux préparés aux transactions internationales. Et ils sont bilingues, un atout pour les grands cabinets de New York qui ont généralement un bureau à Paris. »

En septembre dernier, 19 cabinets d'avocats américains ont fait une visite éclair à Montréal pour interviewer des étudiants de l'Université McGill. Les meilleurs candidats ont reçu une invitation pour une deuxième entrevue, cette fois au pays de l'Oncle Sam. « Moi qui n'avais jamais mis les pieds dans un grand hôtel, j'y suis resté pendant six jours à New York, dit David Sandomierski. Comme j'avais plusieurs entrevues, les différents cabinets se sont partagé mes dépenses. On m'a souvent amené dîner dans des restaurants chic. Au fond, c'étaient un peu comme des vacances payées! »



Depuis 10 ans, les grands cabinets d'avocats de New York et Boston font de l'œil aux meilleurs étudiants en droit de l'Université McGill.

PHOTO MARY ALTAFFER, ASSOCIATED PRESS

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Personne ne peut vous faire sentir inférieur sans votre consentement. »
— Eleanor Roosevelt, première dame des États-Unis/diplomate

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

1					2			
9			1		6		7	
3	4					9		6
	3					6		
					5		2	9
		7	8	1				
4	8	5						
	2				7			3
			4				6	2

Niveau de difficulté : DIFFICILE 0598

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

5	2	8	6	4	1	7	9	3
9	4	7	8	2	3	1	6	5
3	1	6	9	7	5	8	4	2
8	5	9	7	3	4	2	1	6
1	7	4	2	6	9	5	3	8
6	3	2	5	1	8	4	7	9
2	6	5	1	9	7	3	8	4
4	9	1	3	8	2	6	5	7
7	8	3	4	5	6	9	2	1

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Le magot fédéral

MAGOT

suite de la page 1

Le ministre Flaherty recueille ainsi, sans même lever le petit doigt, 9,4 milliards supplémentaires.

Certes, le produit de la TPS diminue de 2,4 milliards, essentiellement parce que le gouvernement Harper a réduit le taux de la taxe de 7 à 6 %. Cette réduction est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006, trois mois après le début de l'exercice. Mais comme on vient de le voir, les recettes provenant de l'impôt des particuliers et des sociétés combrent plusieurs fois ce manque à gagner.

Les petits ruisseaux, dit-on, font les grandes rivières. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'adage s'applique bien aux finances fédérales. Ottawa réussit à gonfler ses revenus dans une foule de domaines qui attirent généralement assez peu d'attention : impôt des non-résidents, taxe pour la sécurité dans les aéroports, bénéfices des sociétés d'État, rendement sur des placements et investissements, revenus sur les opérations de change, vente de produits et services (publications, tarifications

diverses), entre autres. En janvier, d'autre part, Ottawa a encaissé une hausse de revenus ponctuelle de 500 millions, provenant du remboursement de droits prévu dans l'accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis.

Toujours est-il que, mine de rien, en grappillant à droite et à gauche dans tout cela, le gouvernement fédéral parvient à engranger ainsi 21,5 milliards en 10 mois, soit 1,8 milliard de plus que plus que l'an dernier.

M. Flaherty réussit par ailleurs à contrôler l'augmentation des dépenses exactement au même niveau que l'augmentation des revenus, soit 4,8 %.

Les provinces, contrairement à un préjugé assez largement véhiculé, profitent largement de la manne fédérale. En 10 mois, les transferts aux provinces, qui représentent le principal poste de dépenses du gouvernement fédéral, ont bondi de 2,3 milliards, en hausse de 7,3 %. Ces transferts comprennent la contribution fédérale au financement des soins de santé, de l'éducation postsecondaire et de l'aide sociale, ainsi que la péréquation. La forte augmentation des transferts aux provinces contribue évidemment à propulser l'ensemble

des dépenses vers le haut, et ce n'est pas fini : dans son budget de lundi, le ministre Flaherty a annoncé d'autres hausses de transferts.

Enfin, le gouvernement continue de faire de l'argent sur le dos des cotisants à l'assurance-emploi, bien que son appétit à ce chapitre commence à se calmer. Il est à peu près temps.

Les cotisations d'assurance-emploi sont ajoutées aux autres revenus budgétaires, tandis que les prestations s'ajoutent à la colonne des dépenses. Lorsque les cotisations sont plus élevées que les prestations, la différence sert donc directement à gonfler le surplus budgétaire. L'an dernier, toujours entre avril et janvier, Ottawa a récolté 13,4 milliards en cotisations, mais n'a versé que 11,7 milliards en prestations, pour un surplus de 1,7 milliard. Cette année, le surplus est de 1,3 milliard. C'est beaucoup d'argent, certes, mais le montant n'a rien à voir avec les surplus exorbitants observés il y a quelques années : 5,5 milliards en 2000, 6,2 milliards en 2001, 3,3 milliards en 2002.

(1) Pour télécharger gratuitement La Revue financière : www.fin.gc.ca/purl/fiscmon-f.html

Les finances d'Ottawa

Avril à janvier

	2005-06	2006-07
	(milliards de dollars)	
REVENUS		
Impôt des particuliers	83,9	90,4
Impôt des sociétés	22,6	25,4
TPS	28,5	26,1
Douanes et accise	10,8	11,5
Cotisations d'assurance-emploi	13,4	12,7
Autres	19,8	21,5
TOTAL	178,9	187,6
DÉPENSES		
Pensions de vieillesse	24,2	25,3
Prestations d'assurance-emploi	11,7	11,4
Prestations pour enfants	7,7	9,3
Transferts aux provinces	31,4	33,7
Subventions	16,7	17,2
Sociétés d'État	5,5	5,6
Défense	12,3	13,0
Autres ministères et organismes	32,4	34,1
Service de la dette	28,0	28,3
TOTAL	169,9	178,0
SURPLUS	9,0	9,5

Note Les chiffres sont arrondis, de sorte que les résultats des additions peuvent différer légèrement du total.

Source: Ministère des Finances



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Nationalisme oblige, François Rebello affirme avoir cherché à laisser au Québec le contrôle de son entreprise.

François Rebello vend son entreprise

RUDY LE COURS

Le Groupe Investissement responsable (GIR), fondé par François Rebello, vient de changer de mains.

Le candidat péquiste dans La Prairie a cédé jeudi son bloc de 51 % à Olivier Gamache, un jeune entrepreneur de 26 ans. Le reste des actions reste distribué au sein des partenaires de l'entreprise qui compte en tout une dizaine d'employés, dont six analystes.

« Je voulais avoir les mains libres, explique celui qui tente pour une deuxième fois sa chance en politique active. Je ne voulais pas intervenir en faveur de l'investissement responsable et donner l'impression de défendre mon entreprise. »

Nationalisme oblige, M. Rebello affirme aussi avoir cherché à laisser au Québec le contrôle de son entreprise.

« J'avais la fibre entrepreneuriale, lance pour sa part M. Gamache. En plus, je crois beaucoup en la démocratie corporative. »

Le GIR gère le droit de vote de

quelque 25 portefeuilles institutionnels, des caisses de retraite municipales et universitaires surtout, mais aussi quelques caisses privées. Il reçoit des mandats de comités de retraite pour exercer leurs droits de fiduciaires.

La tarification varie selon le nombre de titres dont le GIR exerce les droits de vote et le mandat qu'on lui confie. Une politique sur mesure entraîne des frais plus élevés que la politique dite « caucus » proposée par le GIR à sa clientèle.

Récemment, le GIR s'est surtout opposé à la forte rémunération des dirigeants des banques et ceux de la CIBC en particulier qui ont eu droit à des primes, malgré l'amende de 2,5 milliards pour avoir été associée à la faillite scandaleuse d'Enron.

Libéré de ses responsabilités de PDG, M. Rebello se consacre à temps plein à sa campagne électorale. Après avoir mordu la poussière dans Outremont sous les couleurs du Bloc québécois, il espère cette fois-ci vaincre le député libéral sortant Jean Dubuc.

AVIS DE NOMINATION



PAUL LÉVESQUE

La direction de Pfizer Inc est heureuse d'annoncer la nomination de M. Paul Lévesque au poste de président et de chef de la direction du Groupe pharmaceutique de Pfizer Canada.

Paul Lévesque est de retour chez Pfizer Canada après avoir passé cinq ans à Paris, à la tête de la Division du marketing de Pfizer France. Il revient au Québec pour prendre les rênes de l'entreprise à laquelle il s'est joint en 1992. Il a amorcé sa carrière en 1985 et a consacré toute sa vie professionnelle au secteur pharmaceutique.

Originaire de Québec, Paul Lévesque est titulaire d'un baccalauréat en sciences en chimie de l'Université Laval. Il a plus tard obtenu un diplôme en gestion de l'Université McGill.

Il est heureux de renouer avec les enjeux et les possibilités qui se présentent à l'industrie canadienne dans le secteur complexe des soins de santé. Il est conscient du besoin de faire connaître la valeur de l'industrie pharmaceutique pour l'économie, pour le corps médical et les chercheurs, mais surtout pour les patients.

Pfizer Canada Inc. est la filiale canadienne de Pfizer Inc, première entreprise pharmaceutique à l'échelle mondiale. Pfizer découvre, met au point, fabrique et commercialise des médicaments d'ordonnance pour les humains et les animaux. Pfizer Canada est l'un des principaux investisseurs dans le domaine de la recherche-développement au pays. Le siège social du Groupe pharmaceutique mondial de Pfizer est situé à Kirkland, au Québec. À titre de l'une des sociétés canadiennes les plus généreuses à l'endroit des organisations caritatives, Pfizer Canada est fière de faire partie du programme national IMAGINE.

3471438

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSILIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus.
Résidence/bureau. Temps plein/partiel.
Formation intensive et suivi personnalisé.
Cours Actions 1 sem.: 19 mai 07
Cours Options 2, 3 jours: 31 mars 07
Cours fondamental (3 + 3 h): 11-14-18 avril 07
Soirée d'information gratuite débutant à 19 h
Gatineau 4 avril • Laval 19 avril • Mtl 2 mai
514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

DOUBLEZ votre argent et plus. Besoin 10,000 \$ à 50,000 \$. Devenez notre associé, faites fortune apprenez les clés de l'immobilier. 514-723-5398

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente dossier de crédit. Taux compétitif.
HYPOTHEQUE PRIVEE, aucun impact sur votre dossier de crédit. Taux compétitif.
Y. Rudolphe, MBA fin. É.A., Adm.A. 514-362-8008
Rudolf Patrimoine Conseil, crtr. imm. agréé

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par PRETBEC crtr imm Agrée et Finances
www.pretbec.com Intérêt 450-688-7212

Kangaroo Media creuse sa perte

RICHARD DUFOUR
LAPRESSEAFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Kangaroo Media augmente ses revenus à un rythme intéressant, mais l'entreprise s'enfoncé dans le rouge.

La perte du quatrième trimestre, dévoilée jeudi soir, a plus que triplé et celle de l'exercice 2006 a plus que doublé alors que les revenus de l'année ont explosé à 7,1 millions après avoir atteint 1,2 million en 2005.

La perte du quatrième trimestre, terminé le 31 décembre, s'est élevée à 5,3 millions alors qu'elle était de 1,6 million un an plus tôt. Pour l'ensemble de l'exercice, la perte a gonflé à 13,2 millions. Elle était de 5,1 millions en 2005.

La direction qualifie ses liquidités de « confortables » à 13,63 millions à la fin de l'exercice. L'analyste Benoît Poirier, de Desjardins Valeurs mobilières, s'attendait par contre à plus. « Je m'attendais à ce

que la compagnie termine l'année avec des liquidités de 17,5 millions dans ses coffres. »

Kangaroo Media commercialise un appareil qui permet à son utilisateur d'obtenir pendant un événement sportif des images et, en temps réel, des pointages, des statistiques, etc.

L'automne dernier, le terminal de Kangaroo était disponible aux spectateurs pour les matchs locaux des Dolphins de Miami et des Redskins de Washington. Pour la prochaine saison, la direction de Kangaroo espère pouvoir offrir son produit dans 6 à 8 stades de la NFL.

Hier, au cours d'une conférence téléphonique avec des analystes, Benoît Poirier, de Desjardins, a tenté de savoir quels étaient les prochains sports visés par Kangaroo. M. Poirier cherchait à se faire confirmer que Kangaroo serait présent aux Jeux olympiques d'été de Pékin en 2008. La direction n'a pas voulu se prononcer. « Nous

CARRIÈRES
VOUS CHERCHEZ ?
VOUS TROUVEREZ !

Le samedi dans **LA PRESSE**



SOPHIE COUSINEAU

LE MONDE DES AFFAIRES

Islam inc.

Disons les choses simplement.

C'était déjà délicat de brasser des affaires dans le monde arabo-musulman, avec tous les risques de malentendus et d'incidents diplomatiques. Puis sont survenus les attentats du 11 septembre 2001, et le monde a basculé. Avec la « guerre au terrorisme », avec la vision manichéenne du monde diffusée en continu sur CNN – « c'est nous contre eux » –, les positions se sont raidies.

Ajoutez à cela le fait d'être une femme, et vos chances de décoller en affaires dans ce coin du monde semblent aussi bonnes que de monter sans passeport dans un avion.

C'est du moins la perception ancrée. Car des femmes d'ici réussissent à percer. Lison Benarroch sillonne le Maghreb et le Proche-Orient pour le compte du Groupe S.M. International, une firme d'ingénierie de Montréal qui emploie 700 salariées. L'économiste Diana Smallridge conseille la Banque islamique de Développement, un exploit quand l'on sait qu'aucune femme ne travaille au siège social de Djeddah, en Arabie Saoudite.

« Vous avez l'impression que la femme est dans le placard à élever les enfants. C'est une erreur, dit Lison Benarroch. Même quand vous traitez avec le plus grand des machos, celui-ci ne prendra aucune décision sans l'avis de sa femme, puisque ce sont des matriarcats. »

De leurs succès et de leurs ratés, elles ont tiré des leçons qui valent aussi pour les garçons! Voici donc le petit guide de survie qu'elles ont livré lors d'une conférence organisée récemment par l'Association des femmes en finance du Québec.

Algérie n'égale pas Libye

Cela relève de l'évidence, mais il ne faut pas mettre tous les pays dans le même sac. Entre les pays du Croissant fertile et ceux de la péninsule arabique, où l'islam est observé de façon rigoureuse, il y a un monde.

Les pays du Croissant fertile (Cisjordanie, Israël, Liban plus des parties de l'Égypte, de l'Irak, de la Jordanie, de la Syrie et de la Turquie) connaissent la guerre depuis plus de 50 ans. Aussi la survie l'a-t-elle emporté sur la religion, qui est « tuned down » soit réglée à un volume moins fort, explique Lison Benarroch, vice-présidente, développement stratégique du Groupe S.M.

« Si vous n'avez pas suivi les événements politiques depuis 1967 (ndlr : la guerre des Six Jours), faites vos devoirs, dit-elle. Sinon, n'y allez pas. »

Il faut être conscient que la guerre peut éclater à tout moment. Et qu'en raison de l'instabilité politique, les décideurs changent souvent. « Avec chaque nouvel interlocuteur, on efface tout et on recommence, dit Lison Benarroch. Il faut donc aller vite. Si vous ne pensez pas être capable de signer votre contrat en

12 ou 18 mois au maximum, mieux vaut ne rien faire. »

Des différences sont aussi notables entre les pays du Maghreb. L'Algérie n'a rien à voir avec la Libye, un pays que Lison Benarroch avoue candidement avoir du mal à saisir. La Tunisie a émancipé les femmes bien avant le Maroc. Mais les deux pays ne sont pas riches. « Les Marocains ont décidé que, quand tu plies un billet de un dirham en deux, il faut que cela fasse deux dirhams, illustre cette Québécoise d'origine marocaine. C'est embêtant parce qu'on ne peut pas toujours faire ce genre de miracle. »

La Mauritanie, futur pays à la mode, selon cette femme d'affaires, vaut la peine qu'on s'y intéresse. « Si on vous propose d'y aller, sautez sur l'occasion. Le pays a un sous-sol riche, une place géographique intéressante. Dans mon expérience, les gens qui viennent au début prennent les places qui sont à prendre. »

L'Afrique musulmane offre aussi des occasions. Il faut savoir que l'islam y est pratiqué de façon stricte. Et que les affaires progressent lentement. « C'est au rythme des branches de palmiers, note Lison Benarroch. La seule façon de les faire aller un peu plus vite, c'est de

fres. Vous ne serez jamais assez discrets. »

Décryptage

Dès la fin du premier rendez-vous, vous devriez savoir à quoi vous en tenir. Sinon, vous avez mal décodé votre interlocuteur. « Ces hommes n'aiment pas dire non aux femmes, alors il faut déterminer ce qui est de la galanterie et ce qui ne l'est pas », dit la vice-présidente du Groupe S.M.

Lison Benarroch décrypte avec humour les formules d'usage. Avec plaisir, pourquoi pas, c'est intéressant, ravi de vous rencontrer sont tous des synonymes de non. « Quant au 'On reste en contact', c'est la catastrophe nationale! » Quand un décideur est intéressé, il le fait savoir clairement en réclamant une deuxième rencontre et en la fixant sur-le-champ.

L'affaire semble bien partie, youpi! Il n'empêche que des pièges se dressent tout le long du parcours. Il faut savoir les contourner. Les vêtements, les repas, le ramadan sont autant d'occasions de faire bonne ou mauvaise impression. Sans dresser une liste exhaustive, voici quelques rudiments.

Le look hôtesse de l'air

D'abord, les vêtements. Que l'on se trouve dans un pays où la pratique de l'islam est rigoureuse ou relâchée, il ne faut jamais s'habiller sexy. « Il faut que l'on oublie ce que vous portez », dit Lison Benarroch, qui privilégie le costume bleu marine et le look « hôtesse de l'air ».

Diana Smallridge n'a pas vraiment eu à se poser la question puisque le chauffeur qui l'attendait à l'aéroport de Djeddah lui a tendu tout de go une abaya, cette robe noire qui couvre de la tête aux pieds. Elle la porte avec un voile à chacun de ses voyages.

« Ce n'est pas une question d'être obligée ou non, mais je sais que je connais plus de succès en m'habillant ainsi, dit-elle. Ils sont très reconnaissants. » Elle enlève son « attirail », comme elle l'appelle, lorsque ses collègues de la banque l'invitent à le faire. Mais dès qu'elle rencontre un haut dirigeant ou un cadre qui lui est inconnu, elle se couvre.

Les repas sont un autre moment délicat. « Après trois repas traditionnels, ils auront la gentillesse de vous inviter dans un resto européen, dit Lison Benarroch. Même s'il y a du porc ou du jambon au menu, n'en mangez pas. Cela les dérange. »

La responsable du développement au groupe S.M. refuse aussi les verres d'eau que ses clients lui proposent lors de réunions tenues durant le ramadan. Durant ce mois, les musulmans doivent s'abstenir de manger, de boire, de fumer et d'avoir tout contact avec une femme entre le lever et le coucher du soleil. Lison Benarroch garde plutôt une bouteille d'eau dans son sac et boit chaque fois qu'elle va aux toilettes! « Dites toujours non, parce que eux, ils en meurent d'envie. »

Dans le même esprit, une femme ne doit jamais tendre la main pour accueillir quelqu'un



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Les gens d'affaires nord-américains commettent souvent l'erreur de faire l'étalage de leurs relations et de leurs contrats pour impressionner leurs clients prospectifs dans les pays arabes. « Ne faites pas de name dropping, sinon, le gars ne voudra pas faire affaire avec vous. Il se dira : demain, ce sera mon tour », prévient Lison Benarroch, vice-présidente, développement stratégique, du Groupe S.M. International, une firme d'ingénierie de Montréal.

durant le ramadan, même si c'est un automatisme. Elle doit attendre qu'on la salue d'un hochement de la tête.

En fait, la liste des impairs est archi-longue. Dans le doute, il vaut mieux s'informer, résume Diana Smallridge. C'est ainsi que cette consultante a été contrainte de demander à son client s'il y avait des toilettes pour femmes à la Banque islamique de développement. (Il n'y en a pas, pour la petite histoire, mais la banque condamne des toilettes lors de ses visites et lui en donne la clé.)

Islamiser

Cette sensibilité ne doit pas uniquement se refléter dans l'habillement et aux repas, mais dans les contrats, ajoute Diana Smallridge. Par exemple, la loi islamique ou charia, l'ensemble des règles qui découlent du Coran et des traditions, interdit l'intérêt dans toutes les transactions financières.

Typiquement, une banque de développement prête de l'argent à un client étranger pour qu'il ait les moyens d'acquérir des biens de son propre pays. Pour contourner le problème, la banque peut acheter les biens directement et les revendre au client avec un léger profit, ce qui n'est techniquement pas de l'intérêt. « Il faut islamiser les contrats », résume cette spécialiste du commerce international.

Ce n'est qu'en se montrant attentif aux différences culturelles et religieuses que s'établissent des relations étroites. Ce cap est véritablement franchi lorsque vos clients vous invitent à prendre un repas à la maison. La famille est sacrée, et les hommes d'affaires arabes n'en parlent qu'avec une grande pudeur. Jamais vous ne verrez de photos de l'épouse et des enfants sur le bureau.

« Ne négligez pas l'importance de ce rendez-vous, vous subissez un examen de passage, prévient Lison Benarroch. Vous avez l'impression que la femme est dans le placard à élever les enfants. C'est une erreur. Même quand vous traitez avec le plus grand des machos, celui-ci ne prendra aucune décision sans l'avis de sa femme, puisque ce sont des matriarcats. »

Diana Smallridge se souvient d'avoir été épatée par une épouse qui détient un doctorat en finance de George Washington University. Celle-ci est en train d'établir une université en Arabie Saoudite pour que les princesses n'aient plus à étudier aux États-Unis.

Ce n'est pas une raison de se lancer dans une grande discussion sur les droits des femmes en Arabie ou sur les ratés de la monarchie, ce qui reviendrait à un suicide professionnel.

« Ne rentrez jamais dans des discussions politiques, dit Lison Benarroch. Montrez-vous intéressés par la découverte de l'autre. Faites du small talk. Écoutez-les. Pour eux, la satisfaction d'une rencontre est proportionnelle à leur temps de parole. »

De son côté, Diana Smallridge, une grande femme rigolote, privilégie l'humour. « Pas de l'humour gras et des tapes dans le dos, juste une certaine légèreté », dit-elle.

Un sourire n'a jamais besoin de traduction.



JANA CHYTILOVA, COLLABORATION SPÉCIALE.

Il n'y a rien comme l'humour et la légèreté pour aplanir les difficultés de faire des affaires en Arabie Saoudite, juge Diana Smallridge, présidente de International Financial Consulting, une firme de consultants d'Ottawa experte dans le financement du commerce international.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : sophie.cousineau@lapresse.ca

La Bourse de Montréal s'amène sur

La Bourse de Montréal est attendue avec intérêt sur Bay Street. Ses actions seront en effet inscrites mardi à la cote de la Bourse de Toronto. Leur prochain symbole: MXX. De quoi suggérer un nom de voiture sport!

La Bourse de Montréal dans le monde des dérivés

#34 QUANT À LA TAILLE, #18 POUR LA CROISSANCE

BOURSE	RANG MONDIAL 2006	GAIN DE VOLUME 2006
Bourse des dérivés de Turquie	46	+273%
Bourse financière de Tokyo	36	+219%
Bourse des dérivés du Mexique	11	+154%
Bourse des marchandises de l'Inde	31	+122%
ICE Futures (Londres)	21	+120%
Bourse d'Oslo (Norvège)	43	+112%
Bourse de Johannesburg (Afr. Sud)	19	+104%
Bourse des contrats à terme de Shanghai	27	+72%
Bourse des dérivés de Malaisie	49	+69%
Société des Bourses de Hong Kong	33	+68%
Bourse de Philadelphie	12	+67%
Bourse de Budapest	42	+63%
Bourse des marchandises de Zhengzhou (Chine)		+62%
Bourse Nationale de l'Inde	15	+48%
Chicago Board Options Exchange	6	+44%
OneChicago	45	+43%
Bolsa Mercadorias & Futuros (Brésil)	9	+42%
BOURSE DE MONTRÉAL	34	+41%
Bourse de Singapour	35	+40%
Bourse des marchandises de Winnipeg	50	+39%
Bourse d'Osaka (Japon)	26	+36%
New York Mercantile Exchange (1)	10	+35%
Pacific Exchange/NYSE (S. Francisco)	14	+35%
Mercado Terminos Rosario (Argentine)	41	+35%
International Securities Exchange (USA)	7	+32%

1: NYMEX détient 10% de la Bourse de Montréal.

Sources: Futures Industry Association



MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

Et pour cause. Nombre d'investisseurs et d'analystes s'attendent à des premiers tours de piste boursière très rapides de la part des actions MXX.

Ces attentes sont suscitées par la forte appréciation des actions de sociétés boursières en Amérique du Nord et en Europe au cours des derniers trimestres.

Un indice: un fonds d'investissement spécialisé en actions de sociétés boursières géré par Caldwell Investment Management, de Toronto, affiche un rendement de 59% depuis sa création en juillet 2006.

Autre indice: des transactions récentes entre des sociétés de Bourse de valeurs mobilières ont été conclues à des prix reflétant un multiple élevé de leur bénéfice par action.

En particulier les Bourses de produits dérivés, en forte croissance et réputées parmi les plus rentables du lot.

D'ailleurs, la Bourse de Montréal a déjà pu en profiter, avant même d'inscrire ses actions à la cote de la Bourse de Toronto.

La vente en février dernier de 10% de son capital à l'énorme New York Mercantile Exchange (NYMEX) pour 90 millions de dollars a donné le ton.

Cette transaction attribuait une valeur de 29,33 \$ par action du MXX, pour une valeur d'entreprise d'environ 900 millions de dollars (la transaction a été annoncée à 88\$/action, avant fractionnement à trois pour un du titre).

De l'avis d'analystes de Bay Street, les actions de MXX ont toutes les chances de débiter en Bourse autour de 32\$ chacune, et de s'élever ensuite rapidement à 38\$.

Quant aux prix cibles d'ici un an anticipés par des analys-

Depuis deux ans, la Bourse de Montréal a doublé son volume de transactions et haussé son chiffre d'affaires d'un tiers, à 79 millions.

tes, ils voisinent déjà entre 45 \$ et 50 \$ l'action.

Un avenir prometteur

Comment expliquer une perspective aussi forte?

« Les actions de la Bourse de Montréal seront de nouveaux titres d'une entreprise bien positionnée dans le segment du marché des valeurs mobilières – les dérivés – qui est le plus attrayant et qui croît le plus », résume Robert Sedran, analyste à la Financière Banque Nationale, de ses bureaux de Toronto.

Les actions de MXX s'amènent d'ailleurs à la cote sur Bay Street avec des résultats d'affaires très vigoureux.

Depuis deux ans, la Bourse de Montréal a doublé son volume de transactions et haussé son chiffre d'affaires d'un tiers, à 79 millions.

Avec presque 25 millions de profit net durant l'exercice 2006, la marge bénéficiaire nette de MXX est très enviable, à 31 % des revenus.

Pour la suite, on lui attribue « un potentiel de croissance significatif », écrit M. Sedran dans un rapport exhaustif publié il y a quelques jours.

Entre autres, il mentionne l'état de « sous-développement » du marché canadien des produits dérivés, encore loin derrière les marchés de valeurs mobilières des principaux pays industrialisés.

Et ce, malgré les progrès de

Bourse de Montréal (Tor.: MXX)

EXERCICE	2005	2006	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Revenus (millions \$)	63,1	79,2	93,4	111,2
Bénéfice net (millions \$)	15,1	24,8	31,6	43,6
Bénéfice par action (dilué)	0,59 \$	0,91 \$	1,03 \$	1,40 \$
Prix cible par action ⁽²⁾	s.o.	29,33 \$ ⁽³⁾	37 \$	50 \$
Valeur d'entreprise/cap. boursière (millions \$)	s.o.	907 ⁽³⁾	1 143	1 545

¹⁾ Moyenne des prévisions d'analystes

²⁾ Après fractionnement à 3 pour une, pré-inscription

³⁾ Valeur attribuée selon l'achat de 10% par NYMEX en fév. 07

Sources: Bourse de Montréal, analystes, archives média

CETTE SEMAINE

La Bourse de Toronto a enregistré cette semaine sa plus forte progression depuis huit mois, alors que les prix du pétrole et du cuivre ont touché des sommets de trois mois. L'indice S&P/TSX a grimpé hier de 98,02 points, ou 0,8%, à 13 237,66. Cela porte à 3,2% les gains de la Bourse canadienne depuis le début de la semaine.

Hier, le prix du brut a bondi de 1% à 62,28 \$US à New York à la suite de nouvelles tensions géopolitiques. L'action de Suncor s'est appréciée de 87 cents à 84,75 \$ et celle de Canadian Natural Resources prenait 1,24 \$ à 62,43 \$.

En outre, l'action du Canadien National gagnait 87 cents à 53,50 \$ et celle de la Banque Royale grimpait de 65 cents à 58,47 \$.

LES BOURSES

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
S&P/TSX (Canada)	13 237,66	3,18 %	10,15 %
S&P 500 (US)	1 436,11	3,54 %	10,33 %
Russell 2000 (Petites entreprises US)	809,51	3,95 %	8,28 %
NASDAQ (Technos US)	2 448,93	3,22 %	6,47 %
Brazil Bovespa Stock (Brésil)	45 532,53	6,56 %	21,51 %
FTSE 100 (Angleterre)	6 339,40	3,41 %	5,83 %
CAC 40 (France)	5 634,75	4,69 %	8,47 %
DAX (Allemagne)	6 899,06	4,85 %	16,01 %
NIKKEI 225 (Japon)	17 480,61	3,68 %	5,55 %
Hang Seng (Hong-Kong)	19 692,64	3,90 %	25,30 %

LES SECTEURS

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
Énergie	3 146,23	6,06 %	-4,15 %
Produits industriels	1 259,05	3,29 %	10,61 %
Matériaux de base	2 488,04	3,20 %	29,81 %
Services publics	1 756,81	3,10 %	5,31 %
Services financiers	2 026,07	2,45 %	13,24 %
Produits de consom. discrétionnaire	1 338,46	1,74 %	11,91 %
Soins de santé	518,66	0,89 %	-11,64 %
Services de télécommunications	890,75	0,60 %	21,72 %
Produits de consommation de base	1 694,28	-0,02 %	4,02 %
Technologies de l'information	268,57	-2,67 %	20,90 %

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

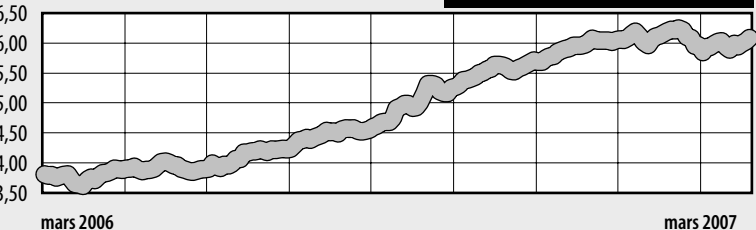
Des dividendes plus maigres que jamais

À la suite des scandales comptables de 2001, on croyait que l’heure de gloire des dividendes avait sonné. Craignant que les chiffres soient manipulés, les actionnaires préféraient que les entreprises leur versent sous forme de dividende une plus grande part des profits. Les chefs d’entreprise en ont décidé autrement : les dividendes ont grimpé beaucoup moins vite que les profits, si bien qu’aujourd’hui, le ratio de versement de dividende par rapport aux profits après impôt est tout près d’un plancher historique.

Source : BMO Marchés des capitaux

CALDWELL EN BOURSE
(CALDAEF Toronto)

Fermeture hier..... **6,11 \$**
En hausse..... 0.03 \$
Variation **+0,5 %**



Le fonds d’actions de sociétés boursières géré par la firme d’investissement Caldwell, de Toronto, reflète l’engouement pour ces entreprises de services financiers. C’est l’un des fonds gérés par Caldwell qui contiennent des actions du Groupe TSX (qui gère la Bourse de Toronto), ainsi que des sociétés des Bourses de New York, de Londres et l’Euronext. S’ajoutent aussi quelques sociétés boursières d’Asie. À New York, les fonds Caldwell étaient déjà parmi les principaux investisseurs au capital de la société NYSE, qui gère la Bourse, lors de la mise en cote de ses actions, en mars 2006. Depuis, leur valeur a presque doublé. Du côté des Bourses de dérivés, les fonds Caldwell détiennent des actions du Chicago Board Options Exchange, sixième au monde, et de la Bourse de Montréal, achetées privément à bon prix en prévision de leur prochaine mise en cote, à la Bourse de Toronto.

Bay Street!

la Bourse de Montréal depuis son entente d’exclusivité de 10 ans avec la Bourse de Toronto, qui s’est concentrée sur les actions.

« La Bourse de Montréal a un avantage distinctif en raison de sa présence bien établie dans le marché canadien des dérivés. »

Cette entente prendra fin dans deux ans. Et le Groupe TSX, qui gère la Bourse de Toronto, a déjà annoncé un partenariat avec un géant américain des dérivés, International Securities Exchange (ISE), pour préparer son propre marché afin de concurrencer la Bourse de Montréal.

Néanmoins, l’analyste Robert Sedran estime que le potentiel du marché des produits dérivés au Canada est tel qu’il y aura de la place pour deux Bourses de dérivés concurrentes. Du moins, pendant un certain temps.

« Le match qui s’annonce pourrait bien remodeler tout le marché canadien des valeurs mobilières d’ici quelques années », selon M. Sedran.

Et le vainqueur potentiel ?

Qui alors a les meilleures chances de se démarquer ?

« C’est la liquidité des produits dérivés offerts à chaque Bourse qui en décidera », résume l’analyste de la Financière Banque Nationale.

Pour son vis-à-vis Stephen Boland, de Marchés des capitaux CIBC, « la Bourse de Montréal a un avantage distinctif en raison de sa présence bien établie dans le marché canadien des dérivés ». Et ce,

même sur le Groupe TSX a annoncé tambour battant son entrée sur ce marché en 2009.

Chez la firme d’investissement Caldwell de Toronto, qui gère des millions de dollars en actions de sociétés boursières comme le Groupe TSX, déjà cotées, et la Bourse de Montréal, achetées privément, le président et chef de l’exploitation, Brendan Caldwell, a déjà une bonne idée du scénario.

« Ce sera difficile pour la Bourse de Toronto d’établir et de faire prospérer son propre marché des dérivés, même avec un partenaire comme ISE », a-t-il indiqué à *La Presse Affaires*.

« La Bourse de Montréal a pris une longueur d’avance et elle aura encore deux ans pour aller encore plus loin au Canada, mais aussi aux États-Unis, avec d’autres investissements comme le BOX de Boston. De plus, elle aura bientôt une nouvelle monnaie d’échange avec ses actions cotées en Bourse. »

Dans l’immédiat, Brendan Caldwell a dit attendre avec un grand intérêt l’entrée en Bourse des actions MXX.

« Nous avons pu en acheter privément pour nos fonds d’investissement, et à de bon prix par rapport à celui payé récemment par Nymex. Nous aurions voulu en acheter d’autres, même à prix supérieur, mais il n’y a en a pas de disponible. Je m’attends donc à une forte demande initiale en Bourse pour ces actions MXX. »

Et qui dit forte demande s’attend aussi à une soudaine poussée des prix.

« Il y aura sans doute beaucoup d’agitation au début. Néanmoins, nous ne prévoyons pas être parmi les vendeurs. Plutôt des acheteurs, lorsque le prix sera relativement stabilisé », a indiqué M. Caldwell.

FIN DE SÉANCE

Une cible d’achat



Les fusions et les acquisitions d’entreprises sont à la mode sur les marchés financiers.

Et ce n’est pas fini. Dans le monde des grandes pétrolières, la prochaine cible pourrait être Nexen, croit le courtier Valeurs mobilières Desjardins.

« C’est une société diversifiée qui génère beaucoup d’argent, explique Luc Girard. Sa production est en hausse et elle dispose de grandes réserves de pétrole. »

Avec tant d’attraits, le directeur du groupe-conseil en portefeuilles ne serait pas étonné si Nexen passait sous le contrôle d’un plus grand producteur en cours d’année.

Si c’était le cas, le prix payé pourrait s’élever à 90 \$ l’action et même plus. Il s’agirait d’une prime de plus de 25 % par rapport au cours actuel.

« La valeur nette de ses actifs est de 85 \$ par action, calcule le spécialiste. Il faudrait que l’offre d’achat soit supérieure à ce montant. »

Cela dit, ce n’est pas pour cette raison que la pétrolière est devenue un des titres favoris de Desjardins.

Une rencontre tenue cette semaine avec Charlie Fisher, le président de Nexen, a permis à plusieurs spécialistes de la firme de courtage de prendre le pouls de la situation.

« J’ai été impressionné par ses qualités de gestionnaire et par le potentiel de la société pour les deux prochaines années », souligne Luc Girard.

Pour prendre en compte les nombreux développements en cours, l’analyste Adam Zive a fait passer son prix cible de 75 \$ à 83 \$ d’ici la prochaine année.

Selon Bloomberg, 13 analystes recommandent d’acheter l’action et 13 proposent de la conserver. Aucun ne suggère de la vendre. Leur cours cible moyen est de 77 \$ d’ici 12 mois.

Nexen est présente dans la Mer du Nord, dans le Golfe du Mexique, au Yémen, en Afrique de l’Ouest et au Canada (sables bitumineux). Environ 80 % de ses activités sont liées au pétrole et 20 % au gaz naturel.

« Ses projets d’exploration ont porté ses fruits », remarque Luc Girard.

L’ENTREPRISE EN CHIFFRES

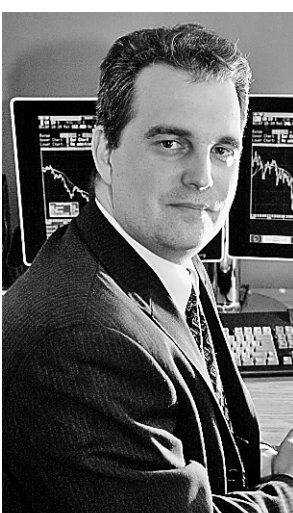
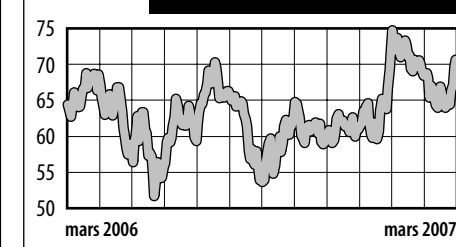
NEXEN

Symbole boursier : **NXY**
Exercice financier : 31 décembre

INFORMATIONS FINANCIÈRES

	2006E	2007E
Flux monétaires/action	9,72\$	13,11\$
Bénéfice/action	4,02\$	5,29\$
Cours/flux monétaires	7,2x	5,3x
Cours/bénéfice	17,3x	13,2x
Dette nette/capital	51%	40%
Rendement du dividende	0,3%	0,3%

Fermeture hier..... **70,14 \$**
En hausse..... 1.09 \$
Variation **+1,58 %**



LUC GIRARD
Directeur du groupe-conseil en portefeuilles pour Valeurs mobilières Desjardins

PLUS : cible d’achat et fort potentiel d’exploration et de production

MOINS : volatilité des prix du pétrole et risque que les coûts de production soient plus élevés que prévus

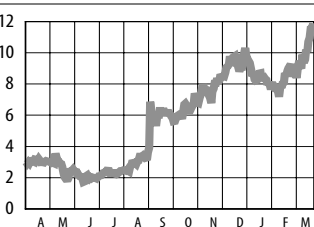
PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

LES ENTREPRISES

TITRES GAGNANTS

BLUE PEARL MINING
(BLE)

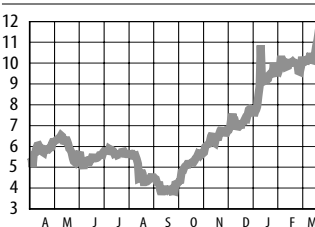
11,89\$ **+18,00 %**



Le titre de ce producteur de molybdène de Vancouver a bondi de même que celui d’autres producteurs du métal rare après que la Chine eut annoncé qu’elle réduirait ses rabais sur les exportations des métaux industriels.

SINO-FOREST
(TRE)

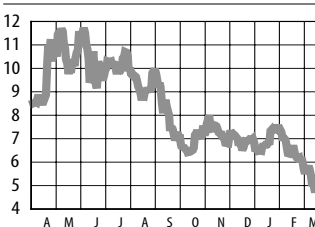
11,88\$ **+18,00 %**



Ce producteur canadien de bois d’oeuvre actif en Chine projette de recueillir 200 millions US pour acheter des terres à bois en Chine en vendant de nouvelles actions, principalement au gouvernement de Singapour.

FIRST CALGARY PETR.
(FCP)

5,65\$ **+17,00 %**

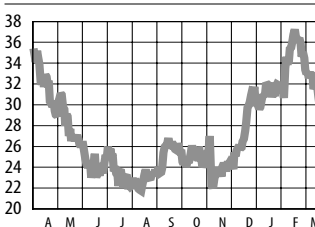


Le prix du pétrole brut pour livraison en mai a grimpé de 4,5 % à 62,65 \$US cette semaine à New York, un sommet de deux semaines pour ce contrat à terme.

TITRES PERDANTS

NORTEL NETWORKS
(NT)

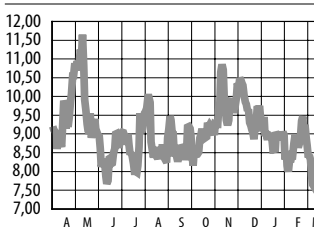
28,00\$ **-12,00 %**



L’action du plus important équipementier pour la téléphonie en Amérique du Nord a piqué du nez après que l’entreprise eut fait état de son projet de vendre pour 1 milliard d’obligations convertibles.

ALAMOS GOLD
(AGI)

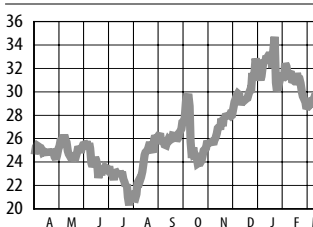
7,15\$ **-7,70 %**



Le titre de cette société aurifère de Toronto a écopé après que l’entreprise eut averti les investisseurs de ne pas se fier à des rapports internes réalisés par Place Dome concernant la taille de son projet El Victor au Mexique.

METHANEX
(MX)

26,22\$ **-6,60 %**



Edwin Chee, analyste de BMO Capital Markets, a revu à la baisse sa recommandation touchant le titre de cette entreprise de Vancouver.

5 OU 7 OCCUPANTS. À VOUS LE CHOIX.

LOCATION
DE 24 MOIS*



vroom-vroom

Le Mazda CX-7 est le croisement entre un design polyvalent conçu pour cinq occupants et une performance sport vraiment impressionnante. L'extérieur du CX-7 est mis en valeur par un châssis digne d'une voiture sport. Son moteur à injection directe développe pas moins de 244 chevaux—offrant à la fois un gain de couple et une économie de carburant. Et que dire du design remarquable de son habitacle? Véritable oasis pour ses occupants. Découvrez dès aujourd'hui, les sensations que procure le Mazda CX-7.

UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE
ET MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto 2007

INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ
LORS D'ESSAIS DE COLLISION*



CX-7 GS 2007
AVEC TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE

365\$

PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 3 495\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le CX-9 représente le nouveau flambeau de Mazda,
le véhicule le plus imposant de sa gamme...
Louis Butcher, Journal de Montréal

Le CX-9 n'est pas un CX-7 allongé pour accueillir
une 3^e rangée de sièges, et le CX-7 n'est pas
un CX-9 avec 2 rangées de sièges.
Ce sont deux véhicules complètement
différents.
Motor Trend, nov. 2006

LOCATION
DE 24 MOIS*



CX-9 GT illustré

CX-9 GS 2007

ACHETEZ
LE MODÈLE DE BASE
À PARTIR DE

39 595\$[†]

LOUEZ
AVEC TRACTION INTÉGRALE
À PARTIR DE

459\$

PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 5 995\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

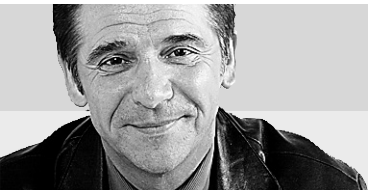
Le CX-9 est le plus récent véhicule multisegment de Mazda et son VUS de luxe le plus imposant à ce jour. Son espace passagers et utilitaire est à ce point spacieux qu'il peut accueillir 7 adultes en tout confort. En fait, le CX-9 offre non seulement plus d'espace intérieur, mais il comporte aussi une troisième rangée de sièges plus facile d'accès que dans bien d'autres véhicules 7 places de sa catégorie. Grâce à ses généreuses caractéristiques de série, jamais autant de luxe n'a été si abordable. Pour le plus grand plaisir des sept occupants.



mazda

Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1-800-263-4680.



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Le rêve impossible de Flaherty

Le ministre fédéral des Finances, James Flaherty, souhaite la mise en place d'une unique commission des valeurs mobilières pancanadienne, regroupant ainsi les 13 réglementations disparates actuellement appliquées par autant de gouvernements provinciaux et territoriaux.

Pourquoi créer un seul organisme des valeurs mobilières canadien? Pour permettre au Canada de devenir plus efficace en matière de protection des investisseurs et de surveillance des marchés boursiers.

À vrai dire, on en a bien besoin. À preuve, l'agence Bloomberg rapportait hier que des transactions inhabituelles (lire gros volume d'actions échangées et forte hausse de prix) avaient été repérées dans les semaines qui avaient précédé 33 des 52 fusions d'entreprises intervenues au Canada en 2006. Étonnamment, aucun délit d'initié n'a été trouvé de la part des commissions de valeurs mobilières. Ce qui fait dire au vénérable gestionnaire de portefeuille Stephen Jarislowsky qu'il n'y a pas de « véri-

Pourquoi créer un seul organisme des valeurs mobilières canadien? Pour permettre au Canada de devenir plus efficace en matière de protection des investisseurs et de surveillance des marchés boursiers.

Les Canadiens détiennent collectivement quelque 2000 milliards de dollars en diverses valeurs mobilières, telles des actions, des parts de fonds communs de placement, des unités de fiducies de revenu, des obligations négociables, etc. Et comme la moitié des Canadiens possède, directement ou indirectement, soit des actions ou des parts de fonds communs, c'est bien la moindre des choses que le pays se protège le mieux possible contre les délits d'initiés et les scandales financiers.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres pour le ministre Flaherty. Le principal obstacle à la création d'un seul organisme centralisé de réglementation des valeurs mobilières au Canada vient du gouvernement du Québec, qui s'oppose farouchement au démantèlement de l'Autorité des marchés financiers et de sa juridiction québécoise sur les valeurs mobilières au profit d'un organisme pancanadien.

Tous les partis politiques québécois tiennent mordicus à ce que le Québec conserve ses pouvoirs en matière de valeurs mobilières. Pas question de céder un pouce



PHOTO RICHARD DREW, AP

La seule solution qui reste au ministre Flaherty? Créer une commission pancanadienne sans le Québec. Point à la ligne.

lières qui se pratique dans ses provinces et territoires, exception faite du Québec. Pour sa part, le Québec continuera d'exercer sur son territoire ses pleins pouvoirs sur le commerce des valeurs mobilières.

En passant, le contrôle du marché financier canadien est déjà assumé en grande partie à l'heure actuelle par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Comme la Bourse de Toronto est assujettie à sa surveillance, cette commission ontarienne réglemente à elle seule plus de 80 % de la capitalisation boursière canadienne.

Quoi qu'il en soit, pour peu qu'il y ait de la bonne volonté de la part du prochain gouvernement du Québec, celui-ci harmonisera sa réglementation sur les valeurs mobilières avec celle du nouvel organisme pancanadien, si jamais celui-ci devait être créé.

Évidemment, il y aura un coût supplémentaire à assumer par le

gouvernement du Québec pour ce dédoublement de fonctions en matière de valeurs mobilières. Mais c'est le prix à payer pour conserver son autonomie. On en a tout de même l'habitude. Exemple: notre système des deux déclarations de revenu.

Malheureusement, ce sont les investisseurs qui sont les grands perdants de ce refus du Québec de ne pas intégrer les rangs du futur organisme pancanadien.

Actuellement, le commerce des valeurs mobilières au Canada doit composer avec des lois fragmentées et complexes. Il faudrait que les normes de gouvernance d'entreprise soient appliquées plus rigoureusement.

Alors que le commerce des valeurs mobilières se mondialise à la vitesse de l'éclair, il est difficile pour les Canadiens d'acheter des titres étrangers. Et d'autre part, il est difficile pour les investisseurs étrangers d'investir au Canada. Le libre-échange entre le Canada et les États-Unis dans le commerce

des valeurs mobilières c'est embryonnaire.

En quoi un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières améliorerait-il, selon le ministre Flaherty, notre marché boursier?

Un tel organisme permettrait de rehausser l'efficacité de la réglementation, ce qui contribuerait à améliorer la protection des investisseurs, à réduire la paperasserie, à diminuer les coûts pour les participants au marché.

Il renforcerait l'intégrité des marchés, grâce à l'application de normes de gouvernance élevées, à une exécution plus stricte de la loi, à l'utilisation de meilleures ressources pour lutter contre la fraude sur les marchés de capitaux, à une collaboration plus étroite avec les autorités provinciales et à la nomination d'un conseiller expert supérieur auprès de la Gendarmerie royale dans le but d'accroître l'efficacité des équipes intégrées de la police des marchés financiers.

Une unique commission des valeurs mobilières faciliterait, selon le ministre Flaherty, la mise en place d'une sorte de libre-échange des valeurs mobilières notamment avec les États-Unis. Ce qui permettrait aux investisseurs canadiens d'accéder à un plus vaste marché et à la Bourse canadienne d'attirer des émetteurs étrangers pour lancer des nouveaux appels publics à l'épargne.

Présentement, quelque 3800 entreprises sont inscrites à la cote des Bourses canadiennes, comparativement à 5100 du côté des États-Unis. Comme la grande majorité des entreprises canadiennes sont plus petites que les américaines, il va sans dire qu'un accès plus facile aux titres des sociétés américaines aiderait les investisseurs canadiens à diversifier davantage leurs portefeuilles.

Le ministre Flaherty a pleinement raison de promouvoir la création d'un SEC canadienne.

Mais cela restera un vœu pieux.

Le Groupe Canam prend pied en Chine

MICHEL MUNGER
LAPRESSEAFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Le fabricant de produits de construction Groupe Canam (CAM) se dote d'une présence en Chine en prenant une participation de 39,2 % dans la société chinoise United Steel Structures Limited.

Cette entreprise exploite une usine de fabrication de ponts et de charpente métallique à Guangzhou, dans le Sud-Est chinois. Les installations produisent 40 000 tonnes de ponts et de charpente métallique par année, visant surtout le marché de l'exportation.

L'investissement coûte 7,7 millions US à Canam, si les autorités

chinoises y donnent leur accord. L'actionnaire de contrôle de USSL est Guangzhou Shipyard International.

La direction de l'entreprise affirme que l'expansion géographique dans les pays émergents fait partie de sa stratégie de développement à long terme.

« De plus, commente le PDG Marcel Dutil, cet accès privilégié

à une capacité additionnelle de fabrication en Chine permettra de profiter davantage de l'activité économique en Amérique du Nord et pourra éventuellement servir de porte d'entrée pour les produits à valeur ajoutée de Groupe Canam sur le marché chinois. »

Canam est déjà présente à l'étranger avec une participation minoritaire dans Canam Asia,

qui exploite une usine en Arabie Saoudite et une aux Émirats arabes unis.

Elle détient aussi une participation dans Canam Russia et dans Canam Romsa de Mexico et enfin dans Canam S.A., cette dernière étant présente en France. Hier, l'action de Canam a clôturé à 10,05 \$, en hausse de 5 cents, à la Bourse de Toronto.

« Ah! Ha! »

Quel IMPACT!

L'Association marketing de Montréal - Publicité Club de Montréal organise le Concours Stratégies destiné à récompenser les meilleurs décideurs et créateurs du milieu des communications et du marketing au Québec.

Visitez www.concoursstrategies.com pour plus de détails.

Les mises en candidature se terminent le 30 mars 2007.

ASSOCIATION MARKETING DE MONTRÉAL

PCM

RADIO-CANADA
RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

LA PRESSE
cyberpresse.ca

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

		VARIATION	
	FERMETURE	NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2 448,93	-2,81	-0,12
S&P 500 (New York)	1 436,11	1,57	0,11

Mexico Bolsa	28 272,03	13,23	0,05
Brazil Bovespa Stock	45 532,53	108,35	0,24

EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 743,59	16,97	0,46
FTSE 100 (Angleterre)	6 339,40	21,40	0,34
CAC 40 (France)	5 634,75	36,38	0,65
DAX (Allemagne)	6 899,06	42,10	0,61
IBEX 35 (Espagne)	14 545,70	55,60	0,38

Milan MIB30 (Italie)	41 679,00	310,00	0,75
Amsterdam Exchanges	513,84	4,83	0,95
Swiss Market (Suisse)	9 089,85	15,60	0,17

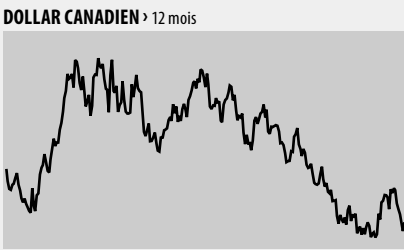
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17 480,61	61,41	0,35
Hang Seng (Hong Kong)	19 692,64	2,39	0,01
S&P/ASX 200 (Australie)	5 952,30	-3,40	-0,06
Shanghai (Chine)	3 074,29	3,06	0,10

LES DEVISES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9343
Brésil	real	0,5629
Chine	renminbi	0,1501
Grande-Bretagne	livre	2,2769
Hong Kong	dollar	0,1486

Inde	roupie	0,0266
Japon	yen	0,0098
Mexique	peso	0,1053
Norvège	couronne	0,1897
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8256
Russie	rouble	4,4552
Suède	couronne	0,1658
Suisse	franc	0,9521

DOLLAR CANADIEN



86,15	¢US
VARIATION	-0,19 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un dollar US	1,1608 \$

0,6486	€
VARIATION	+0,0004 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un euro	1,5417 \$

PÉTROLE

WTI, contrat terme rapproché	
61,49	\$US
VARIATION	+0,59 \$US
Light Sweet Crude	64,79 \$US
North Sea Brent	63,13 \$US

OR

New York	
656,70	\$US
VARIATION	-6,70 \$US
En dollars canadiens	762,30 \$
Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com	

Ultimatum du Pentagone à Bell Helicopter

MARIE TISON

L'armée américaine a servi un ultimatum à Bell Helicopter : le Pentagone lui a donné 30 jours pour remettre de l'ordre dans un contrat pour 368 hélicoptères caractérisé par des délais importants et une explosion des coûts.

Mais à Mirabel, où l'on fabriquera l'ARH (Armed Reconnaissance Helicopter), on ne se montre pas inquiet. « Je suis très confiant de voir l'ARH continuer, a déclaré hier le président de Bell Helicopter Textron Canada, Jacques Saint-Laurent, dans une entrevue avec *La Presse Affaires*. D'une part, parce que l'appareil performe très bien en terme de vitesse, en terme d'équipement. D'autre part, parce que les militaires américains en ont besoin. » M. Saint-Laurent avait une autre raison de sourire hier : Bell Helicopter Textron Canada a organisé une petite cérémonie à son usine de Mirabel pour souligner le vol inaugural d'un tout nouvel appareil, le Bell 429. L'appareil, qui coûtera la bagatelle de 5 millions de dollars US, fait déjà l'objet de plus de 200 commandes. L'ARH, qui est une version améliorée et militarisée d'un appareil existant, le Bell 407, connaît des jours plus difficiles. C'est en août 2005 que Bell Helicopter a obtenu le contrat de l'ARH. Les 368 hélicoptères devaient être assemblés chez



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Bell Helicopter Textron Canada a procédé, hier, au vol inaugural d'un tout nouvel appareil, le Bell 429.

Bell Helicopter Textron Canada à Mirabel et transformés en appareils militaires dans les installations de Bell Helicopter Textron aux États-Unis. La militarisation des appareils s'est cependant révélée plus complexe que prévu. Les coûts de développement sont passés de 210 millions US à 300 millions US et les premières livraisons, prévues pour septembre 2008, ont été reportées à décembre 2009.

En outre, un des quatre prototypes a été endommagé en février dernier lors d'un atterrissage d'urgence sur un terrain de golf au Texas. L'armée américaine a ordonné de cesser les travaux et a donné 30 jours à Bell Helicopter Textron pour « décrire une stratégie qui maximiserait la performance du contrat tout en réduisant l'impact négatif des coûts et de l'échéancier sur le gouvernement ».

Dans une entrevue à Bloomberg, le responsable des programmes d'aviation de l'armée américaine, le brigadier général Steven Mundt, a fait savoir que le gouvernement était prêt à écouter ce que Bell avait à proposer. « Nous voulons cet appareil, mais si ce n'est pas dans nos limites, nous ne pouvons poursuivre sur cette voie, a-t-il déclaré. Il faudra regarder ailleurs. » À Mirabel, M. Saint-Laurent a

affirmé que le problème allait se régler « au niveau de l'administration contractuelle ». « Effectivement, il y a un arrêt de travail au niveau des particularités militaires de l'appareil, mais nous, ici, nous continuons de travailler, a-t-il déclaré. Nous commençons tout tranquillement les activités de production associées à ce contrat-là. » Bell Helicopter Textron Canada devait également produire une version commerciale de l'ARH, le Bell 417, un appareil qui devait emprunter ses capacités pour utilisation dans les climats chauds et à haute altitude. L'entreprise a toutefois abandonné ce projet au début de mars parce que les coûts de conception étaient tellement importants qu'il aurait fallu vendre l'hélicoptère à un coût beaucoup trop élevé. L'entreprise s'est consolée avec le Bell 429, le premier rejeton d'une nouvelle famille, MAPL (Modular Affordable Product Line). L'appareil suscite beaucoup d'intérêt dans les milieux ambulanciers (l'intérieur a été conçu en collaboration avec une infirmière spécialisée dans les vols d'hélicoptères ambulanciers), utilitaires et d'affaires. Pour faire un jeu de mots avec le nom de la nouvelle famille (en anglais, « maple » signifie érable), Bell Helicopter a servi hier de la tire sur de la neige et des bonbons à l'érable à ses invités.

Desjardins croit peu à la récession américaine

Mais la Financière Banque Nationale l'estime plus probable

RUDY LE COURS

Le printemps stimule l'optimisme. Desjardins Études économiques croit davantage maintenant de l'atterrissage en douceur de l'économie américaine. Par conséquent, l'institution lésivienne prédit désormais que la Réserve fédérale n'abaissera son taux directeur que deux fois au lieu de trois cette année. Les Fed funds portent un taux de 5,25 %, soit un point de pourcentage de plus que le taux directeur de la Banque du Canada. « On ne pense pas que les prêts hypothécaires en défaut vont créer une récession », résume François Dupuis, son vice-pré-

sident et économiste en chef. Il épouse ainsi la perspective de la majorité des observateurs de la scène américaine qui exclut que le dégonflement de la bulle immobilière ne se répercute sur l'ensemble de l'économie. Cela dit le présent ralentissement va se prolonger quelques trimestres. « Il faut dégonfler la bulle pour poursuivre le cycle économique, explique M. Dupuis. Ça prend du temps car l'immobilier est un marché peu liquide. » Desjardins maintient donc sa prévision d'une croissance réelle de 2,2 % en 2007 chez l'Oncle Sam. À la Financière Banque Nationale où on craint davantage les

effets de contagion de la crise immobilière, on vient de réviser à la baisse le scénario de croissance américaine. De 2,1 %, il est ramené à 2 %. Si la Financière et Desjardins paraissent très proches dans l'évaluation de l'année en cours, il en va autrement des perspectives pour l'an prochain. Desjardins s'attend à un rebond de la croissance à hauteur de 3 % alors que la Financière penche pour un scénario de ralentissement prolongé avec 1,9 % de croissance seulement. « Bien que la majorité des prévisionnistes voient toujours la consommation augmenter de 3,1 %. Cela pourrait changer », préviennent Stéfane Marion et Éric Dubé.

Les deux institutions évaluent à tout juste au-dessus de 2 % l'expansion canadienne cette année. Leur appréciation différente de l'économie américaine les amène à un pronostic bien distinct pour la croissance en 2008, cependant : 2,8 % pour Desjardins contre 2,3 % pour la Financière. Celle-ci s'éloigne du scénario de la Banque du Canada. Voilà pourquoi, à la différence de la Banque, très à l'aise avec son taux directeur actuel pour favoriser une croissance sans inflation, la Financière prédit qu'elle devra le baisser comme la Fed. À la fin de l'année, il aura diminué de 50 centièmes et une autre baisse de 25 points sera nécessaire l'hiver prochain.

Desjardins ne voit pas les choses du même oeil. Le rebond attendu de l'économie écarte toute baisse du taux directeur cette année. Les pressions inflationnistes présentes l'obligeront au contraire à reprendre un mode resserrement à l'été 2008.

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars				REVENUS			BÉNÉFICE NET			BÉNÉFICE ACT.
COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE DERN.
Accrete Energy (GZ/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 12 mois	29 658	19 143	55	3 974	3 286	21	0,26 0,23
Advantage Energy Income Fund (AVN.UN/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 12 mois	353 513	302 496	17	49 814	75 072	-34	0,62 1,33
Alberta Clipper Energy (ACN/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 12 mois	24 544	11 189	119	-1 234	1 459	—	-0,03 0,05
Alexis Nihon REIT (AN.UN/TSX)	Qc	Immobilier	31 déc. - 12 mois	136 604	121 496	12	6 958	6 128	14	0,27 0,24
ART Advanced Research Techno. (ARA/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	629 3 082	1 240 4 126	-49 -25	1 355 -8 755	-3 313 -13 129	— —	0,03 -0,18 -0,08 -0,31
AutoCanada Income Fund (ACQ.UN/TSX)	Alb.	Automobile	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	176 079 471 932	n.d. n.d.		3 623 12 474	n.d. n.d.		n.d. 0,62 n.d.
Cygnal Technologies Corp. (CYN/TSX)	Ont.	Ord./Electron./Logiciels	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	29 951 121 652	31 412 125 773	-5 -3	-10 317 -17 636	-22 202 -27 564	— —	-0,33 -0,61 -0,82 -1,02
Eldorado Gold Corp. (ELD/TSX)	C.-B.	Mines/Métaux	31 déc. - 12 mois	84 689	33 797	151	3 300	-49 126	—	0,01 -0,17
Forzani Group (FGL/TSX)	Alb.	Détail	28 jan. - 4 ^e trim. 12 mois	353 176 1 263 955	342 184 1 129 404	3 12	21 097 35 217	16 968 13 757	24 156	n.d. 1,06 n.d. 0,42
Medical Facilities Corp. (DR.UN/TSX)	Ont.	Soins santé/Hôpitaux	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	42 000 148 500	37 100 122 000	13 22	5 400 20	500 n.d.	980	0,19 0,00 0,02 n.d.
Midnight Oil Exploration (MOX/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 12 mois	32 765	17 247	90	45	1 669	-97	0,00 0,06
Petrowest Energy Serv. Trust (PRW.UN/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 179 jours	46 736	n.d.		3 379	n.d.		0,12 n.d.
Sterling Shoes Income Trust (SSI.UN/TSX)	C.-B.	Banques/Services fin.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	31 415 102 588	n.d. n.d.		2 822 10 014	n.d. n.d.		0,53 1,88 n.d.
TSOS (TOS/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 déc. - 12 mois	1 070	172	522	-7 477	-6 435	—	-0,20 -0,19
Tusk Energy Corp. (TSK/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 9 mois	12 377	9 949	24	-3 445	-1 335	—	-0,07 -0,04

Source : CNW Telbec

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 773,50	2 780,50
	3 mois	2 778,00	2 780,00
	15 mois	2 637,00	2 633,00
CUIVRE (A)	Comptant	6 810,00	6 685,50
	3 mois	6 750,00	6 750,50
	15 mois	6 270,00	6 150,00
PLOMB	Comptant	1 939,50	1 941,00
	3 mois	1 910,00	1 910,50
	15 mois	1 603,00	1 605,00
NICKEL	Comptant	47 650,00	47 200,00
	3 mois	44 600,00	44 650,00
	15 mois	36 200,00	35 750,00
ÉTAIN	Comptant	14 125,00	14 000,00
	3 mois	14 005,00	14 010,00
	15 mois	12 735,00	12 500,00
ZINC	Comptant	3 161,00	3 190,00
	3 mois	3 169,50	3 170,00
	15 mois	2 983,00	2 983,00
Dollars US par tonne métrique Source : London Metal Exchange			
Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en Bourse.			

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	7,25	01-06-2007	100,55	4,14 0,00
Canada	6,00	01-06-2008	102,21	4,05 -0,01
Canada	5,50	01-06-2009	103,18	3,96 -0,01
Canada	9,50	01-06-2010	116,32	3,97 -0,04
Canada	9,00	01-03-2011	118,05	3,98 -0,05
Canada	6,00	01-06-2011	107,63	3,99 -0,04
Canada	10,25	15-03-2014	137,29	4,05 -0,09
Canada	9,75	01-06-2021	158,81	4,20 +0,01
Canada	8,00	01-06-2023	143,96	4,22 +0,01
Canada	8,00	01-06-2027	150,60	4,24 +0,02
Canada	5,75	01-06-2029	121,69	4,23 +0,02

LES PROVINCES				
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,27	4,17 0,00
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	162,98	4,63 +0,01
Manitoba	7,75	22-12-2025	138,97	4,61 0,00
New Brunswick	5,70	02-06-2008	101,77	4,13 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,26	4,43 -0,06
Newfoundland	6,15	17-04-2028	119,64	4,67 0,00
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	125,67	4,62 0,00
Ontario	6,13	12-09-2007	100,86	4,17 0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	121,64	4,64 0,00
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	112,63	4,98 -0,19
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	147,19	4,62 0,00
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	145,61	4,63 0,00
P E I	6,00	03-10-2007	100,89	4,22 0,00
P E I	8,50	27-10-2015	129,22	4,37 -0,09
Québec	6,50	01-10-2007	101,16	4,18 0,00
Québec	6,00	01-10-2029	117,15	4,75 -0,03

LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	101,80	4,22 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	115,59	5,70 +0,02
Nav Canada	7,40	01-06-2027	131,31	4,93 +0,02
Bombardier	7,35	22-12-2026	99,87	7,36 +1,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,27	4,30 -0,01
Cons Gas	6,10	19-05-2028	112,13	5,15 +0,02
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,15	4,20 0,00
Gtaa	6,45	03-12-2027	114,74	5,27 +0,02
Investors Gr	6,65	13-12-2027	116,97	5,29 +0,02
Nav Canada	7,40	01-06-2027	131,31	4,93 +0,02
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	100,45	4,23 0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,93	4,95 0,00
Suncor Inc	6,10	07-08-2007	100,69	4,18 0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	100,63	4,25 0,00
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,50	4,22 0,00
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	116,55	5,41 +0,02

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.
		IQ 30	(\$)	NET	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,21	0,12	3,88	25 442	7,36	1 413	5,13	2,53	0,00
ACE Aviation (ACE.B)	✓	30,98	0,18	0,58	2 287	20,14	3 182	32,46	17,80	0,00
▲ Addenda Capital (ADV)		25,23	0,78	3,19	446	7,77	297	29,80	22,16	1,32
▲ Aeterna (AEZ)		4,18	0,13	3,21	2 202	-11,44	222	6,00	2,98	0,00
▲ Air Canada (AC.B)		17,24	0,23	1,35	820	-2,16	1 725	21,05	15,63	0,00
Alcan (AL)	✓	60,90	0,20	0,33	6 252	7,26	22 336	64,99	41,78	0,80
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	23,70	-0,01	-0,04	2 954	-6,51	4 790	28,42	22,25	0,12
Astral Media (ACM.A)		41,02	-0,13	-0,32	496	2,73	2 166	47,72	33,12	0,40
Axcan Pharma (AXP)		19,12	-0,04	-0,21	533	15,32	876	19,58	13,01	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓	71,81	0,61	0,86	10 512	4,07	35 965	72,54	58,58	2,72
Banque Laurentienne (LB)	✓	33,94	0,03	0,09	1 037	12,20	802	34,00	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓	63,92	0,01	0,02	5 025	-2,92	10 391	66,80	55,89	2,16
▲ Banque Royale (RY)	✓	58,47	0,65	1,12	21 584	5,35	74 648	58,96	43,52	1,84
BCE (BCE)	✓	30,35	-0,10	-0,33	16 621	-3,34	24 512	34,25	25,32	1,46
Bombardier (BBD.B)		4,66	0,03	0,65	30 845	17,98	8 157	4,87	2,68	0,00
CAE (CAE)	✓	13,04	0,42	3,33	11 354	21,30	3 278	13,20	8,09	0,04
Cascades (CAS)	✓	12,08	-0,01	-0,08	2 236	-8,69	1 202	15,80	10,51	0,16
▲ CN (CNR)	✓	53,50	0,87	1,65	8 889	6,85	27 398	55,95	44,43	0,84
▲ Cogeco (CGO)		38,00	1,03	2,79	170	29,87	629	41,00	19,30	0,28
Corporation Financière Power (PWF)	✓	39,15	-0,08	-0,20	6 068	3,87	27 593	41,03	30,20	1,07
▼ Domtar (UFS)	✓	10,87	-0,29	-2,60	5 980	10,36	4 783	11,55	6,24	0,00
Emergis (EME)		6,16	0,08	1,32	2 404	16,67	552	6,23	3,70	0,00
▲ Garda (GVV)		18,99	0,42	2,26	1 701	-13,05	584	27,50	17,63	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓	10,01	-0,06	-0,60	8 655	23,12	3 298	10,40	6,50	0,00
Groupe Canam (CAM)		10,05	0,05	0,50	286	8,53	493	11,66	8,15	0,16

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	%	ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,36	-0,03	-7,69	20 000
Abcourt Mines-B (ABI)	0,69	0,06	9,52	26 950
Abitec Resources (ABE)	0,30	0,00	0,00	2 000
Advitech (AVI)	0,11	-0,01	-8,70	45 500
Affinor Resources (AFI)	0,20	0,00	0,00	8 000
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,19	0,01	2,70	116 500
Aldeavision Solutions (AVS)	0,19	0,00	0,00	0
Alert B&C (ACB)	0,25	0,00	0,00	33 800
Appalaches Resources (APP)	0,20	0,02	11,11	1 291 614
Aptilon (APZ)	0,40	-0,01	-1,25	89 000
Augyva (AUV)	0,56	0,05	9,80	43 000
Azimut Exploration (AZM)	4,89	-0,01	-0,20	15 665
Bell Canada International (BI/H)	0,98	0,00	0,00	3 779
Biophage Pharma (BUG)	0,12	-0,02	-11,54	38 500
Bioxel Pharma (BIP)	0,29	-0,01	-3,33	4 500
Blue Note Mining (BN)	0,49	0,01	1,04	505 352
Branchez-Vous (BVZ)	0,60	-0,02	-3,23	4 133
CZC (CCN)	0,78	0,00	0,00	0
C02 Solution (CST)	0,65	-0,04	-5,80	61 200
Cadiscor Resources (CAO)	0,89	-0,05	-5,32	75 070
Canadian Royalties (CZZ)	3,00	0,01	0,33	185 625
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,21	0,01	2,50	40 000
Conporc (CNP)	0,27	-0,01	-3,57	23 050
CPL Technologies (CCY)	0,11	0,02	22,22	170 000
D'Arianne Resources (DAR)	0,17	0,00	0,00	57 000
D-Box Technologies (DBO/A)	0,65	0,01	1,56	56 100
Deq Systems (DEQ)	0,66	0,00	0,00	0
Dia Bras Exploration (DIB)	1,10	0,06	5,77	459 909
Diagnos (ADK)	0,29	0,01	1,75	189 000
Dianor Resources (DOR)	0,63	0,01	1,61	146 356
Dios Exploration (DOS)	0,84	-0,02	-2,33	38 000
Dittem Explorations (DIT)	2,02	-0,09	-4,27	377 198
Dynasty Gaming (DNY)	0,80	-0,01	-1,24	96 889
Ecu Silver Mining (ECU)	2,60	-0,05	-1,89	149 263
Exeltech Aerospace (XLT)	0,33	0,01	1,54	51 500
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,16	0,01	3,33	32 900
Fieldex Exploration (FLX)	0,58	0,00	0,00	65 900
Forest Gate Resources (FGT)	0,15	0,00	0,00	111 208
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,50	-0,03	-5,66	18 500
Freewest Resources Canada (FWR)	0,17	0,01	6,25	121 000
Frv Media-Cl A (FRV)	0,14	0,02	12,00	7 000
Gastem (GMR)	0,78	0,03	4,00	253 872
Gold Hawk Resources (CGK)	0,59	0,06	11,32	407 000
Golden Goose Resources (GGR)	0,75	-0,05	-6,25	577 088
Golden Tag Resources (GOG)	0,49	0,01	2,08	4 500
Golden Valley Mines (GZZ)	0,53	-0,02	-3,64	123 200
H20 Innovation 2000 (HEO)	1,70	0,00	0,00	11 500
HLT Énergies (HES)	0,17	-0,01	-2,94	7 000
Hinterland Metals (HMI)	0,22	-0,01	-2,22	35 000
Imaflex (IFX/A)	0,51	0,00	0,00	0
Isacsoft-A (ISF)	0,35	-0,02	-5,41	36 820
Junex (JNX)	1,07	-0,07	-6,14	38 000
Kolombo Technologies (KOL)	0,70	-0,04	-5,41	2 500
Lounor Exploration (LO)	0,19	0,02	12,12	59 000
Louvem Mines (LOV)	0,33	0,00	0,00	0
Lyrtech Cl A (LYT)	0,10	0,00	0,00	108 500
Matamec Explorations (MAT)	0,25	-0,01	-2,00	90 000
Medicago (MDG)	0,60	0,00	0,00	0
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,68	-0,04	-5,56	27 000
Melkior Resources (MKR)	0,45	0,03	7,14	504 600
Metanor Resources (MTO)	1,02	-0,05	-4,67	148 173
Metco Resources (MKO)	0,13	0,01	4,00	10 000
Mistral Pharma (MIP)	0,07	0,00	0,00	519 500
Mty Food Group (MTY)	8,13	0,13	1,63	6 450
Murgor Resources (MUG)	0,37	0,01	2,78	244 600
Names Exploration (NME)	0,39	0,04	11,59	12 000
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	5,35	-0,05	-0,93	70 055
Normabec Mining Res (NMB)	0,65	0,10	18,18	968 225
Noveko International (EKO)	1,24	0,04	3,33	17 900
Nstein Technologies (EIN)	0,84	0,00	0,00	0
Nti Newmerical (CFD)	0,08	0,00	0,00	0
Odesia Group (ODS)	0,44	0,00	0,00	0
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,06	0,00	0,00	125 000
Orex Exploration (OX)	0,15	-0,01	-3,33	139 000
Orthosoft (OSH)	0,68	-0,02	-2,86	5 850
Osisko Exploration (OSK)	10,28	-0,22	-2,10	21 800
Palmarejo Silver And Gold (PIO)	8,75	-0,55	-5,91	3 200
Perlite Canada (PCI)	0,31	0,00	0,00	0
Pershimco Resources (PRO)	0,78	0,02	2,63	63 500
Petrolia (PEA)	0,45	-0,01	-2,17	26 000
Plexmar Resources (PLE)	0,46	-0,03	-6,12	1 569 235
Power Tech (PWB)	0,58	-0,04	-6,45	32 500
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,76	0,00	0,00	0
Puma Exploration (PUM)	0,49	0,03	6,52	219 565
Radisson Mining Resources (RDS)	0,23	0,00	0,00	0
Ranaz (RNZ)	1,95	0,00	0,00	700
Raymor Industries (RAR)	1,21	-0,02	-1,63	154 221
Redex (RDY)	0,40	0,00	0,00	0
Ressources Majesco (MAJ)	0,28	-0,01	-3,45	267 000
Robex Ressources (RBX)	0,26	-0,01	-1,92	36 500
Rocmec Mining (RMI)	0,25	-0,01	-2,00	113 502
Roctest (RTT)	1,56	0,00	0,00	140
RPM Tech (RP)	0,89	0,00	0,00	0
Searchgold Resources (RSG)	0,32	-0,01	-1,56	799 000
Section Rouge Media (SRO)	0,21	0,02	7,69	10 500
Sensio Technologies (SIO)	0,40	0,00	0,00	0
Sirios Resources (SOI)	0,36	-0,03	-7,69	29 000
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,37	-0,02	-5,13	388 750
Sonomed (SNM/H)	0,11	0,00	0,00	0
South-Malartic Exploration (MSU)	0,22	0,00	0,00	165 708
Sportscene Group (SPS/A)	15,64	0,00	0,00	0
Systac Resources (RSC)	3,01	0,10	3,44	238 234
Syscan International (SYA)	0,18	-0,03	-12,50	11 670
Tom Exploration (TUM)	0,09	-0,01	-5,56	58 450
Typhoon Exploration (TOO)	0,25	-0,01	-3,85	240 000
Vantex Resources (VTX)	0,19	0,00	0,00	0
Vigil Locating Systems (VIG)	0,03	-0,01	-14,29	405 000
Vior Exploration (VIO)	0,24	0,01	2,17	22 000
Wanted Technologies (WAN)	0,52	0,00	0,00	0

Embraer pénalisé par le dollar



PHOTO AFP

Le constructeur aéronautique brésilien Embraer a annoncé hier un bénéfice net de 390,1 millions US (en normes comptables US GAAP) en 2006, en baisse de 12,4% comparé à celui de 2005 (445,7 millions). En reals brésiliens, le résultat net a baissé de 12,3% à 621,7 millions. Le chiffre d'affaires est resté stable en dollars à 3,8 milliards US, tandis qu'il a baissé de 8,7% en reals à 8,34 milliards. Le PDG d'Embraer, Mauricio Botelho, a souligné hier « l'impact très important du dollar », qui s'est dévalorisé face au real, passant de 2,43 reals en 2005 à 2,18 reals en 2006. Étant donné les délais entre l'achat des fournitures et la livraison des avions, « nous achetons les fournitures à un prix supérieur à celui du moment de la livraison », a-t-il relevé. Les résultats d'Embraer ont aussi été pénalisés en 2006 par les retards de livraison des appareils E-190 et E-195 du fait des défaillances d'un fournisseur extérieur affectant le montage des ailes de ces avions. Embraer a livré 130 avions, soit 15 de moins que prévu.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
▲ ARC Energy (AET-U)	21,90	0,27	1,25	11 329	-1,79	31,20	19,05	2,40
Banque CIBC (CM)	102,23	0,47	0,46	7 858	4,00	104,63	73,25	3,08
Banque Scotia (BNS)	54,10	0,26	0,48	18 452	3,84	54,50	41,55	1,68
Banque TD (TD)	69,96	0,21	0,30	11 082	0,34	71,61	55,62	2,12
Barrick Gold (ABX)	33,80	0,09	0,27	13 163	-5,72	39,69	29,68	0,22
▲ Brookfield Asset (BAM/A)	62,14	0,70	1,14	2 903	10,26	68,41	41,34	0,72
▲ Cameco (CCO)	46,53	1,29	2,85	17 101	-1,42	49,95	35,35	0,20
▲ Canadian Natural Res. (CNQ)	62,43	1,24	2,03	12 909	0,45	72,70	45,49	0,34
Canadian Oil Sands (COS-U)	28,34	0,24	0,85	10 218	-13,09	38,75	24,32	1,20
Canadian Tire (CTC/A)	74,24	0,64	0,87	1 404	4,74	75,22	61,25	0,74
▲ Canadien Pacifique (CP)	65,09	1,23	1,93	3 788	6,01	66,33	51,05	0,90
Enbridge (ENB)	38,94	0,09	0,23	4 037	-3,30	41,48	31,75	1,23
▲ EnCana (ECA)	58,00	0,64	1,12	21 754	8,09	62,52	48,28	0,81
▼ Enerplus Resources (ERF-U)	49,54	-0,97	-1,92	12 263	-2,25	66,00	43,86	5,04
▲ Goldcorp (G)	28,90	0,73	2,59	39 108	-12,72	45,99	22,97	0,18
Great-West (GWO)	34,84	-0,20	-0,57	2 543	3,08	37,70	26,90	1,02
▲ Husky Energy (HSE)	78,22	1,19	1,55	3 246	0,23	83,00	58,00	2,00
▼ IGM Financial (IGM)	49,51	-0,64	-1,28	2 389	0,84	54,10	42,21	1,71
▲ Imperial Oil (IMO)	43,25	1,13	2,68	5 168	0,75	45,20	34,31	0,32
ING Canada (IIC)	51,44	-0,16	-0,31	1 619	-1,87	60,67	50,01	1,08
Loblaw (L)	46,80	0,40	0,86	1 850	-4,08	57,83	44,92	0,84
Magna International (MG/A)	87,61	0,51	0,59	1 843	-6,67	96,00	76,69	0,77
▲ Manuvie (MFC)	40,09	0,54	1,37	16 013	1,88	41,49	33,83	0,80
▲ Nexen (NXY)	70,14	1,09	1,58	10 611	9,25	75,20	50,82	0,20
▲ Penn West Energy (PWT-U)	35,66	0,57	1,62	5 896	0,25	47,77	31,60	4,08
▲ Petro-Canada (PCA)	44,21	0,84	1,94	16 174	-7,41	58,63	40,25	0,52
Potash Corp of Sask. (POT)	185,47	0,97	0,53	1 818	11,06	195,99	86,79	0,60
Research In Motion (RIM)	159,44	1,29	0,82	2 517	7,01	171,00	67,95	0,00
▲ Rogers Comm. (RCI/B)	38,09	0,54	1,44	9 617	9,77	40,65	20,85	0,16
Shaw Comm. (SJR/B)	43,23	0,14	0,33	2 802	17,12	44,35	27,17	1,00
Shell Canada (SHC)	44,91	-0,03	-0,07	14 009	3,22	45,99	28,90	0,44
Shoppers Drug Mart (SC)	51,42	0,05	0,10	4 346	2,66	53,49	40,22	0,64
▲ Sun Life (SLF)	52,65	0,59	1,13	5 709	6,75	53,30	41,79	1,28
▲ Suncor Energy (SU)	84,75	0,87	1,04	7 709	-7,67	102,18	71,18	0,32
▲ Talisman Energy (TLM)	20,14	0,40	2,03	40 455	1,72	23,10	16,12	0,15
Teck Cominco (TCK/B)	80,00	0,58	0,73	9 663	-8,99	95,16	57,55	2,00
▲ Telus (T)	57,99	0,59	1,03	6 725	8,35	65,60	43,52	1,50
Thomson Corp. (TOC)	49,23	0,05	0,10	2 662	1,76	51,95	42,40	0,98
TransCanada (TRP)	38,90	-0,23	-0,59	19 930	-4,21	41,35	30,77	1,36
▲ Weston - George (WN)	71,82	0,72	1,01	831	-5,00	88,25	69,05	1,44

DAIMLERCHRYSLER

Les avances de Magna font grimper l'action

BLOOMBERG

Le titre de DaimlerChrysler a bondi de 6,1 % hier tandis que des rumeurs indiquaient que le constructeur allemand était plus près de vendre sa division Chrysler.

DaimlerChrysler a reçu une offre de la compagnie canadienne Magna International et d'une firme de capital-risque privé pour l'acquisition de Chrysler au prix de 4,7 milliards US, écrivait hier Brett Hoselton, un analyste de KeyBanc Capital Markets, qui citait des sources anonymes.

Il y a plus d'un mois, Dieter Zetsche, le PDG de DaimlerChrysler, avait indiqué que « toutes les options » étaient sur la table en ce qui concerne la division Chrysler non rentable. Mercredi, le PDG de Chrysler, Tom LaSorda, annonçait à des concessionnaires qu'une déci-

sion pourrait intervenir bientôt, ce qui a alimenté les conjectures voulant qu'une certaine annonce serait faite lors de l'assemblée annuelle de DaimlerChrysler le 4 avril prochain.

« Si c'est Magna et une firme de capital-risque privé, c'est bien », estime Philippe Houchois, un analyste de JPMorgan, à Londres. « Ce serait une bonne porte de sortie pour Daimler », ajoute-t-il.

Hier, le titre de DaimlerChrysler a gagné 3,84 euros à 62,13 euros à Francfort, ce qui conférerait à l'entreprise une valeur d'environ 63 milliards d'euros (83,5 milliards US). Aux États-Unis, l'action de DaimlerChrysler a grimpé de 4,76 \$ ou 6,1 %, à 82,36 \$US à la Bourse de New York.

« Il n'y a aucune nouvelle imminente à propos de Chrysler », a souligné Thomas Froehlich, porte-parole de DaimlerChrysler, hier

lors d'une entrevue depuis le siège social du constructeur à Stuttgart, en Allemagne.

Pour sa part, M. Hoselton, de Cleveland, soutient que DaimlerChrysler est « très intéressé » à se départir de Chrysler. Selon les dispositions de l'accord, Magna, fabricant de pièces d'auto, prendrait une participation de 20 % à 25 % dans Chrysler alors que la firme de capital-risque privé, qu'il n'a pas identifiée, obtiendrait le reste.

Tracy Fuerst, la porte-parole de Magna, n'a pu être jointe pour des commentaires. Mike Aberlich, le porte-parole de Chrysler, n'a pas voulu commenter.

« Le marché espère depuis longtemps que DaimlerChrysler fasse cavalier seul », estime Peter Braendle, un gestionnaire de patrimoine de Swisscanto Asset Management, de Zurich, qui gère l'équivalent de 46 milliards US. M. Braendle pos-



Frank Stronach, de Magna International.

PHOTO MIKE CASSESE, ARCHIVES REUTERS

sède des actions de DaimlerChrysler et de Volkswagen.

Les ventes de Chrysler pourraient pâtir tant qu'un marché n'est pas annoncé, soutient pour sa part Tom Libby, un analyste de la firme de recherche J.D. Power & Associates, de Westlake

Village, en Californie. « Je crois que cela a des répercussions d'une manière subtile, dit-il. Lorsque je magasine et que ça me trotte dans la tête qu'une des compagnies qui fabriquent un produit est à vendre, ça me rend hésitant à acheter. »

BLACKSTONE

Une machine à imprimer des billets verts

BLOOMBERG

Les employés de Blackstone Group génèrent presque neuf fois plus de bénéfices que ceux de Goldman Sachs Group, banque d'affaires la plus rentable de Wall Street.

Chacun des 770 employés de Blackstone, de New York, a produit en moyenne un bénéfice net de 2,95 millions US l'an dernier, selon des documents soumis jeudi à la Securities and Exchange Commission. Chez Goldman Sachs Group, plus importante maison de courtage sur le plan de la capitalisation boursière, la moyenne a été d'environ 360 000 \$US en 2006.

Blackstone a dégagé des bénéfices de 2,27 milliards US en 2006, soit 71 % de plus que l'année précédente. Les commissions de gestion de patrimoine ont atteint 1,12 milliard US et les gains de placement ont grimpé à 7,59 milliards US, la firme de fonds de capital de risque privé offrant un rendement de plus de 20 %. Ses placements dans l'immobilier ont presque doublé.

« Blackstone est un cas vraiment extraordinaire », lance Jonathan Insull, un directeur général de TCW Asset Management, de New York, qui gère près de 4 milliards US en prêts bancaires. « Ils ont fait un boulot formidable dans le secteur

du capital de risque privé », ajoute-t-il.

L'entreprise a annoncé jeudi qu'elle allait recueillir jusqu'à 4 milliards US en vendant une participation minoritaire à l'occasion du plus important placement initial jamais effectué par une firme de rachat aux États-Unis. Blackstone se servira du produit de la vente pour assurer son essor dans de nouvelles entreprises ou pour payer des associés lors de leur départ.

« Ils disposent d'une source potentielle de capital permanent qui leur permettra de capitaliser sur leurs bénéfices et d'obtenir des liquidités pour leurs associés au fil du temps », indique Frederick Joseph,

directeur associé de Morgan Joseph & Co., et ancien PDG de Drexel Burnham Lambert Inc., plus important financier de prises de contrôle par emprunt des années 1980.

Si Blackstone obtient la même évaluation boursière que Fortress Investment Group, cette société de capital de risque privé et de gestion de fonds spéculatifs qui est devenue une entreprise publique le 8 février dernier, il se transigera à 37 % de ses actifs de 78,7 milliards US sous gestion, soit environ 29 milliards US. Si les investisseurs l'évaluent comme Goldman Sachs Group, à 10 fois les bénéfices, sa capitalisation boursière sera de 23 milliards US.

« Idéalement, il faut décomposer l'entreprise en composantes particulières et appliquer certains des multiples de l'industrie en tenant compte de leurs taux de croissance », explique James McBride, qui participe à la gestion d'environ 400 millions US à titre de vice-président de Trendstar Advisors, à Overland Park, au Kansas. « Cela dépend beaucoup des gestionnaires. Ce sont les gens qui mènent la barque à qui vous accordez toute votre confiance. »

Sous la direction du PDG Stephen Schwarzman et du président Peter Peterson, Blackstone a investi 33 milliards US en capital dans 321 transactions de capital de risque privé et d'immobilier d'une valeur totale, y compris la dette, de 293 milliards US.

À l'heure actuelle, les fonds de Blackstone possèdent des entreprises comptant 375 000 employés et qui réalisent des ventes annuelles de 83 milliards US.

MODE D'EMPLOI #1

Prenez
deux leaders

mettez-les
ensemble

et laissez agir

Prenez deux grands leaders de l'emploi, unissez-les, et voyez tout un monde de possibilités s'ouvrir devant vous.

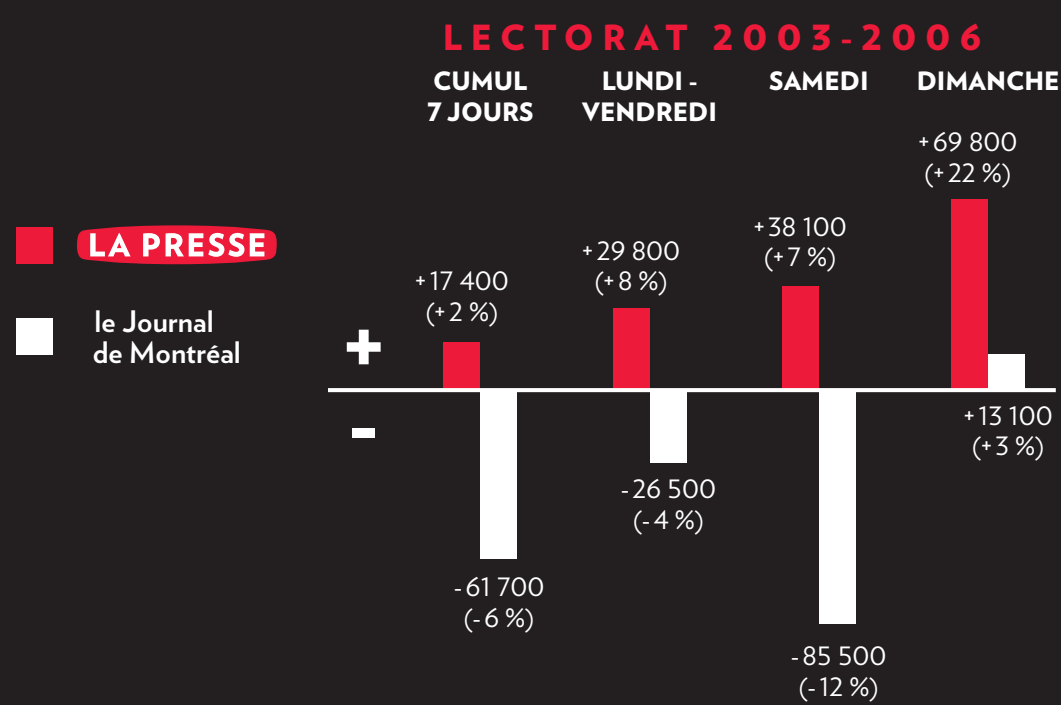
La Presse est véritablement un moteur de l'emploi, avec près de 20 000 offres publiées chaque année. Et, workopolis.com est sans contredit le site d'emploi le plus visité au Québec, avec 900 000 candidats québécois qui le visitent chaque mois.

Ensemble, ça change tout... pour vous.



Le nouveau mode d'emploi

UN SONDAGE LE CONFIRME : LA TENDANCE SE MAINTIENT



Depuis la refonte de notre contenu et de notre présentation graphique en 2003, les résultats NADbank confirment que le nombre de lecteurs qui choisissent *La Presse* est en constante croissance. À nos lecteurs et annonceurs, merci de votre fidélité.

LA PRESSE
POUR MIEUX CHOISIR